Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 48 del 26 febbraio 1991 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 26 febbraio 1991** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 16

LEGGE 11 febbraio 1991, n. 53.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo che istituisce la Banca europea per la ricostruzione e lo sviluppo (BERS), adottato a Parigi il 29 maggio 1990.

SOMMARIO

LEGGE 11 febbraio 1991, n. 53. — *Ratifica ed esecuzione dell'accordo che istituisce la Banca europea per la ricostruzione e lo sviluppo (BERS), adottato a Parigi il 29 maggio 1990* . . . . . . *Pag.* 3

Accordo . . . . » 5

Allegato *A* . . . . » 42

Allegato *B* . . . . » 44

Traduzione non ufficiale . . . . » 51

Lavori preparatori . . . . » 103

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 11 febbraio 1991, n. 53.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo che istituisce la Banca europea per la ricostruzione e lo sviluppo (BERS), adottato a Parigi il 29 maggio 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo che istituisce la Banca europea per la ricostruzione e lo sviluppo, adottato a Parigi il 29 maggio 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo indicato nell'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 62 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La quota di partecipazione italiana al capitale è fissata in 851.750.000 ECU, di cui il 70 per cento costituisce capitale a chiamata e il 30 per cento costituisce capitale da corrispondere effettivamente in cinque rate uguali annuali, a partire dal 1991.

Art. 4.

1. La Banca europea per la ricostruzione e lo sviluppo, per tutto quanto attiene all'attuazione dell'accordo di cui all'articolo 1, comunicherà con il Ministero del tesoro, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 34, paragrafo 2, dell'accordo medesimo.

2. Le funzioni previste dall'articolo 26, paragrafo 1, sottoparagrafo (i), e paragrafo 4 dell'accordo di cui all'articolo 1 della presente legge possono essere conferite a dirigenti dello Stato ai quali possono essere affidati altresì compiti e funzioni di prevalente interesse italiano e che saranno collocati fuori ruolo presso la Banca europea per la ricostruzione e lo sviluppo per il periodo occorrente all'espletamento dei predetti compiti e funzioni.

Art. 5.

1. L'onere derivante dall'applicazione della presente legge è valutato in lire 78,2 miliardi annui per ciascuno degli anni dal 1991 al 1995.

2. All'onere relativo agli anni 1991 e 1992 si provvede parzialmente utilizzando le proiezioni per gli stessi anni dell'accantonamento «Partecipazione a banche e fondi nazionali ed internazionali», iscritto, ai fini del bilancio triennale 1990-1992, sul capitolo 9001 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1990.

3. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 6.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*
CARLI, *Ministro del tesoro*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

ACCORD PORTANT CREATION DE
LA BANQUE EUROPEENNE
POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT

Les parties contractantes,

Attachées aux principes fondamentaux de la démocratie pluraliste, de l'état de droit, du respect des droits de l'homme, et de l'économie de marché ;

Rappelant l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, et en particulier la Déclaration sur les principes ;

Se félicitant de l'intention des pays d'Europe centrale et orientale de promouvoir la mise en pratique de la démocratie pluraliste, en renforçant leurs institutions démocratiques, l'état de droit et le respect des droits de l'homme, ainsi que leur volonté de procéder aux réformes propres à favoriser la transition vers des économies de marché ;

Considérant l'importance d'une coopération étroite et coordonnée pour promouvoir l'essor économique des pays d'Europe centrale et orientale, aider leurs économies à devenir plus compétitives au plan international, les assister dans leur reconstruction et leur développement et réduire ainsi, le cas échéant, les risques associés au financement de leurs économies ;

Convaincues que l'établissement d'une institution financière multilatérale européenne dans son essence et largement internationale par sa composition aiderait à servir ces objectifs et constituerait en Europe une structure nouvelle et unique de coopération ;

Sont convenues d'instituer la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (dénommée ci-après la "Banque") qui fonctionnera conformément aux dispositions suivantes :

2 - Libreria - Suppl ord alla G U n 48

Chapitre Premier

OBJET, FONCTIONS, MEMBRES

Article 1

OBJET

L'objet de la Banque est, en contribuant au progrès et à la reconstruction économiques des pays d'Europe centrale et orientale qui s'engagent à respecter et mettent en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché, de favoriser la transition de leurs économies vers des économies de marché, et d'y promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise.

Article 2

FONCTIONS

1. Pour remplir à long terme ses objectifs qui consistent à favoriser la transition des économies des pays d'Europe centrale et orientale vers une économie de marché et à y encourager l'initiative privée et l'esprit d'entreprise, la Banque aide les pays membres bénéficiaires à mettre en oeuvre des réformes économiques structurelles et sectorielles, y compris celles visant au démantèlement des monopoles, à la décentralisation et à la privatisation, propres à aider leurs économies à devenir pleinement intégrées à l'économie internationale ; pour ce faire, la Banque prend des mesures destinées à :

(i) promouvoir, par l'intermédiaire d'investisseurs privés et d'autres investisseurs intéressés, l'établissement, l'amélioration et le développement des activités du secteur productif, concurrentiel et privé, et en particulier des petites et moyennes entreprises ;

(ii) mobiliser, dans le but décrit à l'alinéa (i), des capitaux nationaux et étrangers ainsi que des équipes de cadres expérimentés ;

(iii) favoriser l'investissement productif, y compris dans le secteur des services et dans le secteur financier ainsi que dans les infrastructures lorsque cela est nécessaire pour soutenir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise, aidant ainsi à la mise en place d'un environnement concurrentiel, à l'amélioration de la productivité, du niveau de vie et des conditions de travail ;

(iv) fournir l'assistance technique pour l'élaboration, le financement et l'exécution des projets relevant des objectifs de la Banque, qu'ils soient isolés ou qu'ils s'inscrivent dans le cadre de programmes spécifiques d'investissement ;

(v) stimuler et encourager le développement des marchés de capitaux ;

(vi) apporter un soutien aux projets fiables et économiquement viables intéressant plusieurs pays membres bénéficiaires ;

(vii) promouvoir dans le cadre de l'ensemble de ses activités un développement sain et durable du point de vue de l'environnement ; et

(viii) entreprendre toutes autres activités et fournir tous autres services destinés à lui permettre de s'acquitter de ces fonctions.

2. Dans l'exercice des fonctions mentionnées au paragraphe 1 du présent article, la Banque travaille en étroite coopération avec tous ses membres et, de la façon qui lui paraîtra appropriée dans le respect des dispositions du présent Accord, avec le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et l'Organisation de coopération et de développement économiques ; elle coopère avec l'Organisation des nations-unies, ses Institutions spécialisées et tout autre organisme connexe, ainsi qu'avec toute entité, publique ou privée, qui serait concernée par le développement économique et l'investissement dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Article 3

MEMBRES

1. La qualité de membre peut être accordée :

(i) 1) aux pays européens et 2) aux pays non-européens qui sont membres du Fonds Monétaire International ; et

(ii) à la Communauté économique européenne et à la Banque européenne d'investissement.

2. Les pays à qui la qualité de membre peut être accordée conformément au paragraphe 1 du présent article, mais qui ne le deviennent pas conformément à l'article 61 du présent Accord, peuvent être admis comme membres, selon des conditions et modalités que la Banque peut déterminer, par décision expresse des deux tiers au moins du nombre des gouverneurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux membres.

Article 4

CAPITAL SOCIAL AUTORISE

1. Le capital social autorisé initial est de dix milliards (10 000 000 000) d'écus. Il se divise en un million (1 000 000) d'actions d'une valeur au pair de dix mille (10 000) écus chacune, ces actions ne pouvant être souscrites que par les membres et conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Accord.

2. Le capital social initial se compose d'actions libérées et d'actions sujettes à appel. La valeur totale initiale des actions libérées entièrement s'élève à trois milliards (3 000 000 000) d'écus.

3. Le capital social autorisé peut être augmenté, à tout moment et dans les conditions qui paraissent les plus appropriées, par un vote à la majorité des deux tiers au moins du nombre des gouverneurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux membres.

Article 5

SOUSCRIPTION DES ACTIONS

1. Chaque membre, sous réserve de l'accomplissement des procédures juridiques, souscrit des parts du capital de la Banque. Chaque souscription au capital social initial autorisé se fait dans la proportion de trois (3) pour sept (7) pour les actions libérées et les actions sujettes à appel. Le nombre initial d'actions auxquelles peuvent souscrire les signataires du présent Accord qui deviennent membres conformément à l'article 61 du présent Accord est le nombre prévu à l'Annexe A. Aucun membre n'effectue de souscription initiale inférieure à cent (100) actions.

2. Le nombre initial d'actions à souscrire par les pays admis à devenir membres conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du présent Accord est déterminé par le Conseil des gouverneurs, étant entendu, cependant, qu'une telle souscription ne peut avoir pour effet de ramener le pourcentage d'actions détenues conjointement par les pays membres de la Communauté économique européenne, la Communauté économique européenne et la Banque européenne d'investissement à moins de la majorité de la totalité du capital souscrit.

3. Au moins tous les cinq (5) ans, le Conseil des gouverneurs procède à une révision du capital social de la Banque. En cas d'augmentation du capital social autorisé, chaque membre se voit offrir, selon les conditions et modalités uniformes fixées par le Conseil des gouverneurs, une possibilité raisonnable de souscrire une fraction de l'augmentation équivalente au rapport qui existe entre le nombre des actions déjà souscrites par lui et le capital social total de la Banque immédiatement avant l'augmentation. Aucun membre n'est tenu de souscrire une fraction quelconque d'une augmentation de capital.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Conseil des gouverneurs peut, à la demande d'un membre, augmenter la part de ce membre ou allouer à ce membre des parts du capital social autorisé qui n'ont pas été souscrites par d'autres membres ; mais cette augmentation ou allocation de parts ne doit pas avoir pour effet de ramener le pourcentage d'actions détenues conjointement par les pays membres de la Communauté économique européenne, la Communauté économique européenne et la Banque européenne d'investissement à moins de la majorité de la totalité du capital souscrit.

5. Les actions initialement souscrites par les membres sont émises au pair. Les autres actions sont émises au pair à moins que, par un vote à la majorité des deux tiers au moins du nombre des gouverneurs, représentant au moins les deux tiers du nombre total des voix attribuées aux membres, le Conseil des gouverneurs décide, dans des circonstances particulières, d'une souscription selon d'autres modalités.

6. Les parts ne doivent être ni données en nantissement, ni grevées de charges de quelque manière que ce soit, ni cédées, sauf à la Banque dans les conditions prévues par le chapitre VII du présent Accord.

7. La responsabilité encourue par les membres au titre des actions est limitée à la partie non versée de leur prix d'émission. Aucun membre ne peut, du fait de sa qualité de membre, être tenu pour responsable des obligations contractées par la Banque.

Article 6

PAIEMENT DES SOUSCRIPTIONS

1. Le paiement des actions libérées du capital initial souscrit par les signataires du présent Accord qui deviennent membres conformément aux dispositions de l'article 61 du présent Accord s'effectue en cinq (5) versements représentant vingt (20) pour cent chacun. Le premier versement est effectué par chaque membre dans un délai de soixante (60) jours, soit après la date d'entrée en vigueur du présent Accord, soit après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, ou d'approbation conformément aux dispositions de l'article 61, si celui-ci intervient après la date d'entrée en vigueur. Les quatre (4) versements suivants viennent à échéance successivement le dernier jour de la période d'un an qui suit immédiatement l'échéance précédente et sont effectués sous réserve des dispositions législatives propres à chaque membre.

2. Cinquante (50) pour cent du paiement de chaque versement dû au titre du paragraphe 1 du présent article ou par un membre admis conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du présent Accord peut être fait en billets à ordre ou tout autre instrument émis par le membre et libellé soit en écus, soit en dollars des Etats-Unis, soit en yens, et prélevé en fonction des besoins de décaissement de la Banque liés à ses opérations. Ces billets ou instruments, incessibles et non porteurs d'intérêts, sont encaissés à leur valeur nominale à la demande de la Banque. L'encaissement de ces billets ou instruments est effectué de façon à ce que, sur des périodes raisonnables, leur valeur en écu soit, à la date de la demande, proportionnelle au nombre d'actions à libérer souscrites et détenues par chaque membre ayant déposé lesdits billets ou instruments.

3. Tout paiement fait par un membre au titre de sa souscription d'actions du capital social initial s'effectue soit en écus, soit en dollars des Etats-Unis, soit en yens, sur la base du taux de change moyen de la monnaie en question par rapport à l'écu pour la période allant du 30 septembre 1989 au 31 mars 1990 inclus.

4. Les montants souscrits en actions du capital social de la Banque sujettes à appel font l'objet d'un appel, conformément aux articles 17 et 42 du présent Accord, seulement aux dates et conditions fixées par la Banque pour faire face à ses engagements.

5. Dans le cas d'un appel tel que prévu au paragraphe 4 du présent article, le paiement est effectué par le membre soit en écus, soit en dollars des Etats-Unis, soit en yens. L'appel est effectué uniformément sur la base de la valeur en écus de chaque action sujette à ppel, calculée au moment de l'appel.

6. Un mois au plus tard après la séance inaugurale du Conseil des gouverneurs, la Banque détermine le lieu où tous les paiements prévus par le présent article seront effectués, étant entendu que, jusqu'à ce que la Banque prenne cette décision, le paiement du premier versement visé au paragraphe 1 du présent article se fait auprès de la Banque Européenne d'Investissement, en sa qualité de mandataire (trustee) de la Banque.

7. Pour les souscriptions autres que celles visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, les paiements effectués par un membre au titre de sa souscription des parts libérés du capital social autorisé de la Banque le seront en écus, en dollars des Etats-Unis ou en yens, qu'il s'agisse de paiement en numéraire, par billets à ordre ou par tout autre instrument.

8. Aux fins du présent article, le paiement ou la dénomination en écus désigne notamment le paiement ou la dénomination dans toute monnaie pleinement convertible qui équivaut, à la date du paiement de l'encaissement, à la valeur de l'obligation concernée en écus.

Article 7

RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL

Aux fins du présent Accord, le terme "ressources ordinaires en capital" de la Banque inclut :

(i) le capital social autorisé de la Banque, souscrit en application de l'article 5 du présent Accord, et composé d'actions à libérer et d'actions sujettes à appel ;

(ii) les fonds obtenus par la Banque par voie d'emprunt en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'alinéa (i) de l'article 20 du présent Accord, et auxquels s'appliquent les dispositions relatives aux appels mentionnés au paragraphe 4 de l'article 6 du présent accord ;

(iii) les fonds reçus en remboursement de prêts ou de garanties, ou provenant de cessions de participations effectués grâce aux ressources visées aux alinéas (i) et (ii) du présent article ;

(iv) les revenus provenant des prêts et des investissements en capital financés au moyen des ressources visées aux alinéas (i) et (ii) du présent article, et les revenus provenant de garanties et de souscriptions fermes ne ressortissant pas aux opérations spéciales de la Banque ; et

(v) tous autres fonds ou revenus de la Banque ne ressortissant pas aux ressources des Fonds Spéciaux définis à l'article 19 du présent Accord.

Chapitre III

OPERATIONS

Article 8

PAYS BENEFICIAIRES ET EMPLOI DES RESSOURCES

1. Les ressources et facilités de la Banque sont exclusivement employées pour remplir l'objet et les fonctions définis respectivement à l'article 1 et à l'article 2 du présent Accord.

2. La Banque peut exécuter ses opérations dans des pays d'Europe centrale et orientale qui procèdent à une transition résolue vers l'économie de marché, participent à la promotion de l'initiative privée et de l'esprit d'entreprise et appliquent, grâce à des mesures concrètes ou autres moyens, les principes énoncés à l'article 1 du présent Accord.

3. Au cas où un membre mettrait en oeuvre une politique incompatible avec l'article 1 du présent Accord, ou dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration examine si l'accès d'un membre aux ressources de la Banque doit être suspendu ou modifié, et peut faire les recommandations nécessaires au Conseil des gouverneurs. Toute décision en la matière est prise par le Conseil des gouverneurs à la majorité d'au moins deux tiers des gouverneurs, représentant au moins trois quarts du total des voix attribuées aux membres.

4. (i) Tout pays bénéficiaire potentiel peut demander que la Banque lui permette l'accès à ses ressources à des fins limitées et sur une période de trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord. Toute demande de cette nature est jointe en tant que partie intégrante du présent Accord dès qu'elle a été présentée.

(ii) Au cours de cette période :

a) la Banque fournit au dit pays et aux entreprises situées sur son territoire, à leur demande, une assistance technique et tout autre type d'assistance visant à financer son secteur privé, à faciliter le passage d'entreprises d'Etat à la propriété et au contrôle privés et à aider les entreprises fonctionnant de manière concurrentielle et se préparant à opérer selon les règles de l'économie de marché, et ce dans la proportion visée au paragraphe 3 de l'article 11 du présent Accord ;

(b) le montant total de toute assistance ainsi fournie ne peut excéder le montant total des liquidités décaissées et des billets à ordre émis par ledit pays au titre de ses actions.

(iii) A la fin de cette période, la décision de permettre l'accès aux ressources audit pays au-delà des limites indiquées aux alinéas (a) et (b) est prise par le Conseil des gouverneurs à la majorité d'au moins trois quarts des gouverneurs, représentant au moins quatre-vingt cinq (85) pour cent du nombre total des voix attribuées aux membres.

Article 9

OPERATIONS ORDINAIRES ET SPECIALES

Les opérations de la Banque comprennent les opérations ordinaires financées sur des ressources ordinaires en capital de la Banque, définies à l'article 7 du présent Accord, et les opérations spéciales financées sur des ressources des Fonds Spéciaux définies à l'article 19 du présent Accord. Les deux types d'opérations peuvent être combinés.

Article 10

SEPARATION DES OPERATIONS

1. Les ressources ordinaires en capital et celles des Fonds Spéciaux de la Banque sont, à tout moment et à tous égards, détenues, utilisées, engagées, investies ou autrement employées de manière totalement séparée. Les états financiers de la Banque font apparaître les réserves de la Banque ainsi que ses opérations ordinaires et, de manière séparée, ses opérations spéciales.

2. Les ressources ordinaires en capital de la Banque ne peuvent en aucun cas supporter ou servir à apurer les pertes ou les obligations découlant d'opérations spéciales ou d'autres activités pour lesquelles des ressources des Fonds Spéciaux ont été à l'origine utilisées ou engagées.

3. Les dépenses directement liées aux opérations ordinaires sont imputées sur les ressources ordinaires en capital. Les dépenses directement liées aux opérations spéciales sont imputées sur les ressources des Fonds Spéciaux. Toute autre forme de dépense est imputée, sous réserve du paragraphe 1 de l'article 18 du présent Accord, dans les conditions définies par la Banque.

Article 11

METHODES DE FONCTIONNEMENT

1. Dans la poursuite de ses objectifs et l'exercice de sa mission tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 du présent Accord, la Banque effectue ses opérations de l'une quelconque ou de toutes les manières suivantes :

(i) soit en accordant des prêts en faveur d'entreprises du secteur privé, de toute entreprise d'Etat fonctionnant de manière concurrentielle et se préparant à opérer selon les règles de l'économie de marché ou de toute entreprise d'Etat en vue de favoriser sa transition vers la propriété et le contrôle privés, soit en confinançant de tels prêts avec des institutions multilatérales, des banques commerciales ou d'autres sources de financement intéressées, soit en participant à de tels prêts, le but étant notamment de renforcer ou de faciliter la participation des capitaux privés et / ou étrangers dans ces entreprises ;

(ii) (a) en prenant des participations dans des entreprises du secteur privé ;

(b) en prenant des participations dans toute entreprise d'Etat fonctionnant de manière concurrentielle et se préparant à opérer selon les règles de l'économie de marché et en prenant des participations dans toute entreprise d'Etat en vue de favoriser sa transition vers la propriété et le contrôle privés, le but étant notamment de faciliter ou de renforcer la participation des capitaux privés et / ou étrangers dans ces entreprises ;

(c) en garantissant, lorsque d'autres moyens de financement ne sont pas adéquats, l'émission de titres par des entreprises du secteur privé et des entreprises d'Etat telles que celles visées à l'alinéa (b) ci-dessus aux fins mentionnées dans cet alinéa ;

(iii) en facilitant l'accès des marchés de capitaux nationaux et internationaux aux entreprises du secteur privé ou aux autres entreprises visées à l'alinéa (i) du présent paragraphe aux fins décrites par cet alinéa, par l'octroi de garanties, lorsque d'autres moyens de financement ne sont pas adéquats, et par la mise à disposition de conseils en matière financière ou de toutes autres formes d'assistance ;

(iv) en employant les ressources des Fonds Spéciaux conformément aux accords définissant leur utilisation ; et

(v) en accordant ou en participant à des prêts et en fournissant une assistance technique pour la reconstruction et le développement des infrastructures, y compris les programmes liés à la protection de l'environnement, nécessaires au développement du secteur privé et à la transition vers une économie de marché.

Aux fins du présent paragraphe, une entreprise d'Etat n'est pas considérée comme fonctionnant de manière concurrentielle si elle n'est pas gérée de façon autonome dans un environnement de marché concurrentiel et si elle n'est pas soumise aux lois régissant la faillite.

2. (i) Le Conseil d'administration procède à un examen au moins annuel des opérations et de la stratégie de la Banque en matière de prêts dans chaque pays bénéficiaire pour s'assurer que l'objet et la mission de la Banque tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 du présent Accord sont pleinement remplis. Toute décision résultant de cet examen est prise à la majorité des deux tiers au moins des administrateurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux membres.

(ii) Cet examen comprend, entre autres, l'analyse des progrès réalisés par chaque pays bénéficiaire en matière de décentralisation, de démantèlement des monopoles et de privatisation de son économie ; il tient compte également de la proportion des prêts consentis aux entreprises privées et aux entreprises d'Etat engagées dans un processus d'évolution vers l'économie de marché ou de privatisation, au titre des infrastructures, de l'assistance technique et à d'autres fins.

3. (i) Sans préjudice des autres opérations visées par le présent article, quarante (40) pour cent au plus du montant total des engagements de la Banque en matière de prêts, de garanties et de prises de participation, sont consacrés au secteur d'Etat. Dans un premier temps, cette limite s'appliquera pendant une période de deux (2) ans considérée globalement à compter du début des opérations de la Banque, puis pour chaque exercice ultérieur.

(ii) Quel que soit le pays, et sans préjudice des autres opérations visées par le présent article, quarante (40) pourcent au plus du montant total des engagements de la Banque en matière de prêts, de garanties et de prises de participation sont consacrés au secteur d'Etat pendant une période de cinq (5) ans considérée globalement.

(iii) Aux fins du présent paragraphe,

a) le secteur d'Etat comprend les gouvernements nationaux, les administrations locales, les organismes et les entreprises qu'ils possèdent ou contrôlent ;

b) ne sont pas considérés comme concours au secteur d'Etat les prêts et garanties accordés à des entreprises d'Etat ou les prises de participation effectuées au sein de telles entreprises qui mettent en oeuvre un programme les privatisant ou faisant passer leur direction sous propriété et contrôle privés ;

c) ne sont pas considérés comme concours au secteur d'Etat les prêts consentis à des intermédiaires financiers qui les utilisent pour financer des opérations du secteur privé.

Article 12

LIMITATION DES OPERATIONS ORDINAIRES

1. Le montant total de l'encours des prêts, des participations et des garanties réalisés par la Banque au titre de ses opérations ordinaires ne doit à aucun moment être augmenté si cette augmentation entraîne un dépassement du montant total de son capital social net d'obligations, des réserves et des excédents compris dans ses ressources ordinaires en capital.

2. Le montant total de toute prise de participation ne dépasse pas, en règle générale, le pourcentage du capital social de l'entreprise concernée que le Conseil d'administration juge approprié. La Banque ne cherche pas à obtenir par de telles prises de participation le contrôle de l'entreprise concernée ; elle n'exerce pas un tel contrôle et n'assume pas de responsabilité directe dans la gestion des entreprises dans lesquelles elle a investi, sauf en cas de défaut ou de menace de défaut pesant sur ses investissements, ou en cas d'insolvabilité effective ou potentielle de l'entreprise auprès de laquelle elle a fait ces investissements, ou dans d'autres situations qui, du point de vue de la Banque, menacent lesdits investissements, la Banque peut prendre toute initiative ou exercer tout droit qu'elle juge nécessaire auxquels cas pour protéger ses intérêts.

3. L'encours des prises de participation décaissées par la Banque ne doit à aucun moment dépasser le montant de son capital souscrit en actions à libérer net d'obligations, augmenté des excédents et de la réserve générale.

4. La Banque n'accorde pas de garanties sur des crédits à l'exportation et n'exerce aucune activité d'assurance.

Article 13

PRINCIPES DES OPERATIONS

Les opérations de la Banque sont menées selon les principes suivants :

(i) la Banque applique les principes d'une saine gestion bancaire dans toutes ses opérations ;

(ii) les opérations de la Banque assurent le financement de projets spécifiques, qu'ils soient ponctuels ou qu'ils s'inscrivent dans le cadre de programmes spécifiques d'investissement, ainsi que la mise en oeuvre de l'assistance technique, correspondant à l'objet et aux fonctions décrits aux articles 1 et 2 du présent Accord ;

(iii) la Banque ne finance aucune entreprise sur le territoire d'un membre si celui-ci s'y oppose ;

(iv) la Banque ne permet pas qu'une part disproportionnée de ses ressources soit employée au profit de l'un quelconque de ses membres ;

(v) la Banque s'efforce de maintenir une diversification raisonnable en ce qui concerne ses investissements ;

(vi) avant qu'un prêt ou une garantie ne soient accordés, ou qu'une prise de participation ne soit réalisée, le demandeur doit avoir soumis une proposition adéquate et le président de la Banque doit avoir présenté au Conseil d'administration un rapport écrit concernant la proposition, ainsi que ses recommandations, établies sur la base d'une étude réalisée par les services de la Banque ;

(vii) la Banque n'accorde aucun financement ni aucune facilité lorsque le demandeur peut obtenir ailleurs des financements ou facilités suffisants, selon des conditions et modalités que la Banque juge raisonnables ;

(viii) la Banque, en accordant ou en garantissant un financement, donne l'importance qui lui est due à l'examen de la capacité de l'emprunteur et, le cas échéant, du garant, de faire face à leurs engagements dans le cadre du contrat de financement ;

(ix) lorsque la Banque accorde un prêt direct, elle n'autorise l'emprunteur à prélever les fonds que pour couvrir les frais au fur et à mesure qu'ils ont engagés ;

(x) chaque fois qu'elle peut le faire de manière appropriée et dans des conditions satisfaisantes, la Banque s'efforce de renouveler ses ressources en cédant ses investissements à des investisseurs privés ;

(xi) la Banque, selon les conditions et modalités qui lui paraissent appropriées, procède à des investissements dans des entreprises individuelles en tenant compte des besoins de ces entreprises, des risques qu'elle encourt, ainsi que des conditions et modalités qui sont normalement obtenues par les investisseurs privés pour des financements similaires ;

(xii) la Banque n'impose aucune restriction à l'utilisation du produit d'un prêt, d'un investissement ou d'un autre financement consentis dans le cadre de ses opérations ordinaires ou au titre de ses opérations spéciales, en vue de l'acquisition de biens et de services dans quelque pays que ce soit ; dans tous les cas appropriés ses prêts et autres opérations sont accordés sous réserve de l'organisation d'appels d'offres internationaux ; et

(xiii) la Banque prend les dispositions nécessaires pour s'assurer que le produit d'un prêt quelconque consenti ou garanti par elle ou auquel elle participe, ou de toute prise de participation en capital est employé exclusivement aux fins auxquelles ledit prêt ou ladite participation a été accordée, en donnant aux considérations d'économie et d'efficacité l'importance qui leur est due.

Article 14

CONDITIONS ET MODALITES D'OCTROI DES PRETS ET DES GARANTIES

1. Les contrats de prêts consentis par la Banque, auxquels elle participe ou qu'elle garantit, en fixent les conditions et modalités, notamment en ce qui concerne le remboursement du principal, le paiement des intérêts et autres commissions ou charges, les échéances et les dates de paiement. En arrêtant ces conditions et modalités, la Banque prend pleinement en compte la nécessité de préserver ses revenus.

2. Dans le cas où le bénéficiaire de prêts ou de garanties de prêts n'est pas un membre mais une entreprise d'Etat, la Banque peut, lorsque cela lui apparaît souhaitable, en gardant à l'esprit des approches différentes selon qu'il s'agit d'entreprises publiques ou d'Etat évoluant vers un système de propriété et de contrôle privés, exiger du membre ou des membres sur le territoire duquel ou desquels le projet doit être réalisé, ou d'un organisme public ou de toute émanation de ce membre ou ces membres agréés par la Banque, qu'ils garantissent, conformément au contrat de prêt, le remboursement du principal, le paiement des intérêts et autres charges et commissions liés au prêt. Le Conseil d'administration procède à un examen annuel de la stratégie de la Banque en ce domaine, en prenant dûment en compte sa solvabilité.

3. Le contrat de prêt ou de garantie indique expressément la ou les monnaies, ou l'écu, dans lesquels tous les paiements dus à la Banque au titre de ce prêt ou de cette garantie seront effectués.

Article 15

COMMISSION ET REDEVANCES

1. La Banque perçoit, en sus des intérêts, une commission sur les prêts qu'elle consent ou auxquels elle participe au titre de ses opérations ordinaires. Les conditions et modalités de cette commission sont fixées par le Conseil d'administration.

2. Lorsqu'elle apporte sa garantie à un prêt dans le cadre de ses opérations ordinaires, ou lorsqu'elle garantit la vente de titres, la Banque perçoit, comme juste compensation des risques qu'elle assume, une redevance payable selon des taux et à des dates fixés par le Conseil d'administration.

3. Le Conseil d'administration peut fixer les autres charges à payer au titre des opérations ordinaires de la Banque ainsi que les commissions, redevances et charges diverses afférentes aux opérations spéciales.

Article 16

RESERVE SPECIALE

1. Le montant des commissions et redevances perçu par la Banque en vertu de l'article 15 du présent Accord est constitué en réserve spéciale que la Banque conserve pour faire face à ses pertes conformément à l'article 17 du présent Accord. La réserve spéciale est conservée sous la forme de liquidité que la Banque jugera appropriée.

2. Si le Conseil d'administration estime que le montant de la réserve spéciale est suffisant, il peut décider que tout ou partie desdites commissions ou redevances seront désormais considérés comme faisant partie des revenus de la Banque.

Article 17

METHODES PERMETTANT A LA BANQUE DE FAIRE FACE A SES PERTES

1. Pour ses opérations ordinaires, en cas d'arriérés ou de défaut de paiement relatifs aux prêts qu'elle a consentis, auxquels elle participe ou qu'elle garantit, et en cas de pertes liées à des garanties d'émission ou à des prises de participation, la Banque engage toute action qu'elle juge appropriée. La Banque conserve des provisions suffisantes de façon à couvrir les pertes éventuelles.

2. Les pertes intervenant au titre des opérations ordinaires de la Banque sont imputées :

(i) en premier lieu, sur les provisions visées au paragraphe 1 du présent article ;

(ii) en deuxième lieu, sur son revenu net ;

(iii) en troisième lieu, sur la réserve spéciale prévue à l'article 16 du présent Accord ;

(iv) en quatrième lieu, sur la réserve générale et les excédents ;

(v) en cinquième lieu, sur le capital d'actions libérées net d'obligations ; et

(vi) en dernier lieu, sur un montant approprié du capital souscrit en actions sujettes à appel mais non encore appelées et dont l'appel est effectué conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 6 du présent Accord.

Article 18

FONDS SPECIAUX

1. La Banque peut accepter la gestion de Fonds Spéciaux créés pour la réalisation de son objet et entrant dans le cadre de sa mission. Les frais de gestion de chaque Fonds Spécial sont imputés à ce Fonds Spécial.

2. Les Fonds Spéciaux acceptés par la Banque peuvent être utilisés de quelque manière que ce soit selon toutes conditions et modalités compatibles avec l'objet et la mission de la Banque, avec toute autre disposition applicable du présent Accord ainsi qu'avec la ou les conventions régissant ces Fonds.

3. La Banque adopte les règles et règlements nécessaires à l'institution, à la gestion et à l'utilisation de chaque Fonds Spécial. Ces règles et règlements doivent être compatibles avec les dispositions du présent Accord, à l'exception de celles se rapportant expressément et exclusivement aux opérations ordinaires de la Banque.

Article 19

RESSOURCES DES FONDS SPECIAUX

L'expression "ressources des Fonds Spéciaux" désigne les ressources de tout fonds spécial et comprend :

(i) les fonds acceptés par la Banque en vue de leur affectation à un Fonds Spécial ;

(ii) les fonds remboursés au titre de prêts ou garanties ainsi que le produit de prises de participations, financées au moyen des ressources d'un fonds spécial, et qui font retour audit fonds, conformément aux règles et règlements applicables à ce fonds ; et

(iii) les revenus provenant de l'investissement des ressources des Fonds Spéciaux.

Chapitre IV

POUVOIR D'EMPRUNT ET AUTRES POUVOIRS

Article 20

POUVOIRS GENERAUX

1. Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par d'autres dispositions du présent Accord, la Banque est habilitée à :

(i) emprunter des fonds dans les pays membres ou ailleurs, à condition que :

a) avant de mettre ses obligations en vente sur le territoire d'un pays, elle ait obtenu l'assentiment dudit pays ; et

b) lorsque ses obligations doivent être libellées dans la monnaie d'un membre, elle ait obtenu l'assentiment de celui-ci ;

(ii) placer ou mettre en dépôt les fonds dont elle n'a pas besoin pour ses opérations ;

(iii) acheter et vendre, sur le marché secondaire, les titres qu'elle a émis ou garantis ou dans lesquels elle a placé des fonds ;

(iv) garantir les titres dans lesquels elle a fait des placements, pour en faciliter la vente ;

(v) souscrire ferme ou participer à la souscription ferme de titres émis par toute entreprise dans un but compatible avec l'objet et la mission de la Banque ;

(vi) donner tous les conseils et toute l'assistance techniques qui servent ses objectifs et entrent dans le cadre de ses fonctions ;

(vii) exercer tous autres pouvoirs et adopter toutes règles et tous règlements compatibles avec les dispositions du présent Accord qui pourraient être nécessaires ou appropriées à la poursuite de ses objectifs et à l' accomplissement de ses fonctions ; et

(viii) conclure des accords de coopération avec toute entité publique ou privée.

2. Il est clairement indiqué, au recto de tout titre émis ou garanti par la Banque que ce titre ne constitue pas un engagement pour un gouvernement ou un membre quel qu'il soit, à moins que la responsabilité d'un gouvernement ou d'un membre déterminé ne soit effectivement engagée, auquel cas mention expresse en est portée sur le titre.

Chapitre V

MONNAIES

Article 21

DETERMINATION ET UTILISATION DES MONNAIES

1. Lorsqu'il devient nécessaire, aux termes du présent Accord, de déterminer si une monnaie est pleinement convertible aux fins de celui-ci, il appartient à la Banque de le faire en tenant compte de la nécessité primordiale de préserver ses intérêts financiers et, si nécessaire, après consultation du Fonds Monétaire International.

2. Les membres n'imposent aucune restriction à la Banque en ce qui concerne la réception, la détention, l'utilisation ou le transfert :

(i) des monnaies ou des écus que la Banque reçoit en paiement des souscriptions au capital social, conformément aux dispositions de l'article 6 du présent Accord ;

(ii) des monnaies que la Banque se procure par voie d'emprunt ;

(iii) des monnaies et autres ressources que la Banque gère au titre des contributions aux Fonds Spéciaux ; et

(iv) des monnaies que la Banque reçoit en paiement du principal, des intérêts, des dividendes et autres charges, perçus au titre des prêts, ou investissements ou du produit de la cession de ces investissements, effectués au moyen des ressources visées aux alinéas (i), (ii) et (iii) du présent paragraphe, ainsi qu'en paiement de commissions, de redevances ou d'autres charges.

Chapitre VI

ORGANISATION ET GESTION

Article 22

STRUCTURE

La Banque est dotée d'un Conseil des gouverneurs, d'un Conseil d'administration, d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents et de tous autres fonctionnaires et agents jugés nécessaires.

Article 23

CONSEIL DES GOUVERNEURS : COMPOSITION

1. Chaque membre est représenté au Conseil des gouverneurs et nomme un gouverneur et un suppléant. Chaque gouverneur et chaque suppléant est révocable à tout moment au gré du membre qui l'a nommé. Aucun suppléant n'est admis à voter si ce n'est en l'absence du titulaire. Lors de chaque assemblée annuelle, le Conseil choisit pour président l'un des gouverneurs, qui exercera ses fonctions jusqu'à l'élection du président à l'assemblée annuelle suivante.

2. Les gouverneurs et suppléants ne reçoivent pas de rétribution de la Banque.

Article 24

CONSEIL DES GOUVERNEURS : POUVOIRS

1. Tous les pouvoirs de la Banque sont dévolus au Conseil des gouverneurs.

2. Le Conseil des gouverneurs peut déléguer au Conseil d'administration tout ou partie de ses pouvoirs à l'exception du pouvoir :

(i) d'admettre de nouveaux membres et de fixer les conditions de leur admission ;

(ii) d'augmenter ou de réduire le capital social autorisé de la Banque ;

(iii) de suspendre un membre ;

(iv) de statuer sur les recours exercés contre les décisions du Conseil d'administration en matière d'interprétation ou d'application du présent Accord ;

(v) d'autoriser la conclusion d'accords généraux de coopération avec d'autres organisations internationales ;

(vi) d'élire les administrateurs et le président de la Banque ;

(vii) de fixer la rémunération des administrateurs et de leurs suppléants ainsi que les émoluments et les autres clauses du contrat qui lie le président à la Banque ;

(viii) d'approuver, après examen du rapport de vérification des comptes, le bilan général et le compte des pertes et profits de la Banque ;

(ix) de déterminer le montant des réserves, l'affectation et la répartition des bénéfices nets de la Banque ;

(x) de modifier le présent Accord ;

(xi) de décider l'arrêt définitif des opérations de la Banque et de répartir ses avoirs ; et

(xii) d'exercer tous autres pouvoirs que le présent Accord confère expressément au Conseil des gouverneurs.

3. Le Conseil des gouverneurs conserve tout pouvoir pour exercer son autorité au sujet de toute affaire qu'il a déléguée ou confiée au Conseil d'administration conformément au paragraphe 2 du présent article ou à toute autre disposition du présent Accord.

Article 25

CONSEIL DES GOUVERNEURS : PROCEDURE

1. Le Conseil des gouverneurs tient une assemblée annuelle et se réunit en outre à sa propre initiative ou sur convocation du Conseil d'administration. Une réunion du Conseil des gouverneurs est convoquée par le Conseil d'administration lorsque cinq (5) membres au moins de la Banque, ou des membres détenant au moins un quart du nombre total des voix attribuées aux membres en font la demande.

2. Le quorum, pour toute réunion du Conseil des gouverneurs, est atteint lorsque deux tiers au moins des gouverneurs sont présents, à condition qu'ils représentent au moins les deux tiers du nombre total des voix attribuées aux membres.

3. Le Conseil des gouverneurs peut, par voie de règlement, instituer une procédure permettant au Conseil d'administration, lorsque celui-ci le juge opportun, d'obtenir sur une question déterminée, un vote des gouverneurs sans convoquer d'assemblée du Conseil des gouverneurs.

4. Le Conseil des gouverneurs ainsi que, dans la mesure où il y est autorisé, le Conseil d'administration, peuvent créer les organes subsidiaires et adopter les règles et les règlements nécessaires ou appropriés pour la conduite des affaires de la Banque.

Article 26

CONSEIL D'ADMINISTRATION : COMPOSITION

1. Le Conseil d'administration est composé de vingt-trois (23) membres qui ne font pas partie du Conseil des gouverneurs et dont :

(i) Onze (11) sont élus par les gouverneurs représentant la République Fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Communauté économique européenne et la Banque européenne d'investissement ; et

(ii) Douze (12) sont élus par les gouverneurs représentant d'autres membres, et dont :

a) quatre (4) sont élus par les gouverneurs représentant les pays énumérés à l'annexe A dans la catégorie pays d'Europe centrale et orientale et qui peuvent bénéficier de l'assistance de la Banque ;

b) quatre (4) sont élus par les gouverneurs représentant les pays énumérés à l'Annexe A du présent Accord dans la catégorie autres pays européens ;

c) quatre (4) sont élus par les gouverneurs représentant les pays énumérés à l'Annexe A dans la catégorie pays non-européens.

Les administrateurs représentent les membres par les gouverneurs desquels ils ont été élus et peuvent également représenter les membres qui leur confient leurs voix.

2. Les administrateurs sont des personnes de haute compétence en matière économique et financière ; ils sont élus suivant la procédure définie à l'Annexe B.

3. Le Conseil des gouverneurs peut, par une décision expresse des deux tiers au moins des gouverneurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux membres, augmenter ou réduire le nombre des membres du Conseil d'administration, ou revoir la composition de celui-ci afin de prendre en considération les modifications intervenues dans le nombre des membres de la Banque. Sans préjudice de l'exercice de ces pouvoirs pour les élections suivantes, le nombre des membres et la composition du deuxième Conseil d'administration sont ceux visés au paragraphe 1 du présent article.

4. Chaque administrateur désigne un suppléant qui, en son absence, agit en son nom. Les administrateurs et les suppléants sont des ressortissants des pays membres. Aucun membre ne peut être représenté par plus d'un administrateur. Les suppléants peuvent prendre part aux réunions du Conseil mais ne peuvent voter qu'en l'absence de l'administrateur qu'ils remplacent.

5. Les administrateurs sont élus pour trois (3) ans et sont rééligibles, étant entendu que le premier Conseil d'administration est élu par le Conseil des gouverneurs lors de sa séance inaugurale et reste en fonction jusqu'à l'assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs qui la suit immédiatement ou, si ce dernier en décide ainsi lors de cette assemblée annuelle, jusqu'à l'assemblée annuelle suivante. Ils restent en fonction jusqu'à la désignation et la prise de fonction de leurs successeurs.

Si le poste d'un administrateur devient vacant plus de cent quatre-vingt (180) jours avant l'expiration de son mandat, il sera pourvu, conformément aux dispositions de l'annexe B, par un nouvel administrateur choisi, par les gouverneurs qui avaient désigné l'ancien administrateur ; ce nouvel administrateur demeurera en

fonction pour la durée dudit mandat restant à courir. Cette élection doit être faite à la majorité des voix exprimées par les gouverneurs concernés. Si le poste d'un administrateur devient vacant cent quatre-vingt (180) jours ou moins avant l'expiration de son mandat, un successeur peut de la même manière être choisi pour la durée dudit mandat restant à courir par un vote des gouverneurs qui ont élu l'ancien administrateur ; l'élection doit se faire à la majorité des voix exprimées par ces gouverneurs. Pendant la vacance du poste, le suppléant de l'ancien administrateur exerce les pouvoirs de ce dernier, sauf celui de nommer un suppléant.

Article 27

CONSEIL D'ADMINISTRATION : POUVOIRS

Sans préjudice des pouvoirs que l'article 24 du présent Accord confère au Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration assure la direction des opérations générales de la Banque ; à cette fin, il exerce, outre les compétences qui lui sont expressément attribuées par le présent Accord, tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des gouverneurs, et en particulier :

(i) il prépare le travail du Conseil des gouverneurs ;

(ii) conformément aux directives générales que le Conseil des gouverneurs lui donne, il élabore les politiques et prend les décisions concernant les prêts, garanties, prises de participation, emprunts, assistance technique ainsi que les autres opérations de la Banque ;

(iii) il soumet à l'approbation du Conseil des gouverneurs, lors de l'assemblée annuelle de celui-ci, les comptes de l'exercice après vérification ; et

(iv) il approuve le budget de la Banque.

Article 28

CONSEIL D'ADMINISTRATION : PROCEDURE

1. Le Conseil d'administration exerce normalement ses fonctions au siège de la Banque et se réunit aussi souvent que les affaires de la Banque l'exigent.

2. Le quorum, pour toute réunion du conseil d'administration, est atteint lorsque la majorité des administrateurs représentant les deux tiers au moins du nombre total des voix attribuées aux membres sont présents.

3. Le Conseil des gouverneurs adopte un règlement aux termes duquel un membre qui n'a pas d'administrateur de sa nationalité peut envoyer un représentant assister sans droit de vote à toute réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle est examinée une question qui le concerne particulièrement.

Article 29

VOTE

1. Le nombre des voix attribuées à chaque membre doit être égal au nombre des actions qu'il a souscrites dans le capital social de la Banque. Lorsqu'un membre n'a pas payé une quelconque partie du montant exigible au titre des obligations contractées pour les actions à libérer, définies à l'article 6 du présent Accord, ce membre ne peut, aussi longtemps que dure ce défaut de paiement, exercer la fraction de ses droits de vote qui correspond au rapport entre le montant dû et non payé et le montant total des actions à libérer souscrites par ce membre dans le capital social de la Banque.

2. En votant au Conseil des gouverneurs, chaque gouverneur dispose des voix du membre qu'il représente. Sauf disposition contraire du présent Accord, toutes les questions que le Conseil des gouverneurs est appelé à connaître sont tranchées à la majorité des voix attribuées aux membres prenant part au vote.

3. Lors d'un vote au Conseil d'administration, chaque administrateur dispose du nombre de voix attribuées aux gouverneurs qui l'ont élu et des voix dont dispose tout gouverneur lui ayant confié ses voix, conformément aux dispositions de la Section D de l'annexe B. Un administrateur représentant plus d'un membre ne doit pas nécessairement émettre en bloc les voix des membres qu'il représente. Sauf disposition contraire du présent Accord, et hormis le cas des décisions de politique générale qui sont prises à la majorité d'au moins deux tiers des voix attribuées aux membres prenant part au vote, toutes les questions dont le Conseil d'administration est appelé à connaître sont tranchées à la majorité des voix attribuées aux membres prenant part au vote

Article 30

PRESIDENT

1. Le Conseil des gouverneurs, par un vote à la majorité du nombre total des gouverneurs, représentant au moins la majorité du nombre total des voix attribuées aux membres, élit le président de la Banque. Le président ne peut exercer, pendant la durée de son mandat, les fonctions de gouverneur, d'administrateur ou de suppléant pour l'une ou l'autre de ces fonctions.

2. Le mandat du président est de quatre (4) ans. Il est rééligible. Toutefois, le président cesse d'exercer ses fonctions sur décision du Conseil des gouverneurs prise par une décision expresse d'au moins deux tiers des gouverneurs, représentant au moins deux tiers du nombre total des voix attribuées aux membres. Si le poste de président devient vacant pour quelque raison que ce soit, le Conseil des gouverneurs élit conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, un nouveau président pour un mandat pouvant aller jusqu'à quatre ans.

3. Le président ne prend pas part aux votes, sauf en cas de partage égal des voix, auquel cas il peut voter et sa voix est alors prépondérante. Il peut participer aux réunions du Conseil des gouverneurs et préside les réunions du Conseil d'administration.

4. Le président est le représentant légal de la Banque.

5. Le président est le chef du personnel de la Banque. Il est responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement des fonctionnaires et des agents dans le cadre des réglementations qui seront adoptées par le Conseil d'administration. En nommant les fonctionnaires et les agents de la Banque, le président, tout en ayant pour préoccupation principale d'assurer à la Banque les services des personnes possédant les plus hautes qualités de rendement et de compétence technique, veille à recruter le personnel sur une large base géographique, parmi les membres de la Banque.

6. Le président conduit les affaires courantes de la Banque, sous la direction du Conseil d'administration.

Article 31

VICE-PRESIDENT(S)

1. Le Conseil d'administration nomme un ou plusieurs vice-présidents sur recommandation du président. Le Conseil d'administration détermine la durée du mandat du ou des vice-présidents, les pouvoirs qu'ils détiennent, et les fonctions d'administration de la Banque dont ils s'acquittent. En cas d'absence ou d'incapacité du président, un vice-président exerce l'autorité et accomplit les fonctions du président.

2. Un vice-président peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne prend pas part au vote lors de ces réunions sauf s'il remplace le président, auquel cas il peut voter et sa voix est alors prépondérante.

Article 32

CARACTERE INTERNATIONAL DE LA BANQUE

1. La Banque n'accepte ni fonds spéciaux, ni prêts, ni assistance qui puissent de quelque façon compromettre, fausser ou altérer son objet ou sa mission.

2. La Banque, son président, son ou ses vice-présidents, ses fonctionnaires et ses agents se fondent dans leurs décisions sur des considérations relevant exclusivement de l'objet, de la mission et des opérations de la Banque tels que définis dans le présent Accord. Ces considérations sont prises en compte de façon impartiale afin que la Banque puisse remplir son objet et sa mission.

3. Dans l'exercice de leurs fonctions, le président, le ou les vice-présidents, les fonctionnaires et les agents de la Banque n'ont de devoirs qu'envers la Banque, à l'exclusion de toute autre autorité. Tous les membres de la Banque respectent le caractère international de ces devoirs et s'abstiennent de toute démarche visant à influencer l'une quelconque de ces personnes dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 33

SIEGE

1. Le siège de la Banque est établi à Londres.

2. La Banque peut ouvrir des agences ou des succursales sur le territoire de ses membres.

Article 34

DEPOSITAIRES ET MOYENS DE COMMUNICATION

1. Chaque membre désigne sa banque centrale ou toute autre institution en accord avec la Banque comme dépositaire auprès duquel celle-ci peut conserver tous les avoirs qu'elle possède dans la monnaie dudit membre, ainsi que d'autres avoirs.

2. Chaque membre désigne une entité officielle appropriée avec laquelle la Banque peut se mettre en rapport au sujet de toute question relevant du présent Accord.

Article 35

PUBLICATION DE RAPPORTS ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS

1. La Banque publie un rapport annuel contenant un état certifié de ses comptes et fait parvenir à ses membres, à intervalles de trois (3) mois au plus, un résumé sommaire de sa situation financière et un état de ses profits et pertes faisant ressortir les résultats de ses opérations. Les comptes financiers sont tenus en écus.

2. La Banque publie chaque année un rapport sur l'incidence de ses activités sur l'environnement et peut publier d'autres rapports si elle le juge souhaitable pour favoriser la réalisation de son objet.

3. Des exemplaires de tous les rapports, relevés et publications effectués en application du présent article sont adressées aux membres.

Article 36

AFFECTATION ET REPARTITION DU REVENU NET

1. Le Conseil des gouverneurs détermine au moins chaque année la partie du revenu net de la Banque qui, après déduction des fonds à verser aux réserves ou, si nécessaire, des pertes éventuelles en application du paragraphe 1 de l'article 17 du présent Accord, est affectée aux excédents, à d'autres emplois ou, s'il en existe, distribuée. Toute décision sur l'affectation du revenu net de la Banque à d'autres emplois est prise à la majorité d'au moins deux tiers des gouverneurs, représentant au moins deux tiers du nombre total des voix attribuées aux membres. Aucune distribution ni aucune affectation n'est faite avant que la réserve générale n'atteigne dix (10) pour cent au moins du capital social autorisé.

2. Les distributions visées au paragraphe précédent sont proportionnelles au nombre d'actions libérées détenues par chaque membre ; il est entendu que, dans le calcul de ce nombre, seuls sont pris en compte les paiements reçus en numéraire et les billets à ordre encaissés au titre de ces actions à la fin de l'exercice concerné ou antérieurement.

3. Les paiements destinés à chaque membre sont effectués dans les conditions déterminées par le Conseil des gouverneurs. Ces paiements et leur emploi par le pays bénéficiaire ne font l'objet d'aucune restriction de la part des autres membres.

Chapitre VII

RETRAIT ET SUSPENSION D'UN MEMBRE :

ARRET TEMPORAIRE ET ARRET DEFINITIF DES OPERATIONS

Article 37

DROIT DE RETRAIT DES MEMBRES

1. Tout membre peut se retirer de la Banque à tout moment par une notification écrite au siège de la Banque.

2. Le retrait prend effet et la qualité de membre cesse à la date précisée dans la notification mais en aucun cas moins de six (6) mois après la date à laquelle la notification a été reçue par la Banque. Toutefois, le membre peut à tout moment, avant que son retrait ne devienne effectif, revenir sur sa décision de retrait en adressant une notification écrite à la Banque.

Article 38

SUSPENSION D'UN MEMBRE

1. Si un membre manque à l'une de ses obligations envers la Banque, celle-ci peut le suspendre par une décision prise à la majorité d'au moins deux tiers des gouverneurs, représentant au moins les deux tiers du nombre total des voix attribuées aux membres. Le membre ainsi suspendu perd automatiquement sa qualité de membre un an après la date de cette suspension, à moins que les gouverneurs ne décident à la même majorité de lui rendre sa qualité de membre.

2. Un membre frappé de suspension ne peut exercer aucun des droits conférés par le présent Accord, exception faite du droit de retrait ; il reste néanmoins soumis à toutes ses obligations de membre.

Article 39

APUREMENT DES COMPTES DES ANCIENS MEMBRES DE LA BANQUE

1. Après la date à laquelle un membre perd sa qualité de membre, il reste tenu par ses obligations directes ainsi que par ses engagements conditionnels envers la Banque aussi longtemps que subsiste un encours des prêts et des garanties consentis ou des prises de participation réalisées avant qu'il ait cessé d'être membre ; cependant, ce membre cesse d'être responsable des prêts et garanties et des prises de participation consentis et réalisés ultérieurement par la Banque, et de participer, soit aux revenus, soit aux dépenses de la Banque.

2. Lorsqu'un membre perd cette qualité, la Banque procède à un règlement partiel des comptes avec ce membre, en prenant, conformément aux dispositions du présent article, toute mesure en vue du rachat des actions de celui-ci. A cette fin, le prix de rachat de ces actions est constitué par leur valeur constatée dans les livres de la Banque à la date à laquelle ce membre perd sa qualité de membre, le prix initial d'achat de chaque action constituant la valeur maximale.

3. Le paiement des parts rachetées par la Banque conformément au présent article est régi par les conditions suivantes :

(i) tout montant dû au membre au titre de ses actions est retenu par la Banque aussi longtemps que ce membre, sa Banque centrale, l'un de ses organismes ou l'une de ses émanations, reste redevable vis-à-vis de la Banque en tant qu'emprunteur ou garant ; ce montant peut, au gré de la Banque,

être affecté à la liquidation de ces engagements lorsque ceux-ci arrivent à échéance. Aucun montant n'est retenu à raison des engagements de l'ancien membre résultant de sa souscription aux actions de la Banque conformément aux paragraphes 4, 5 et 7 de l'article 6 du présent Accord. En tout état de cause, aucun montant dû à un ancien membre au titre de ses actions ne sera versé avant l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date à laquelle il cesse d'être membre ;

(ii) le paiement peut s'effectuer par acomptes, après remise des actions à la Banque par l'ancien membre et jusqu'à ce que ledit ancien membre ait reçu la totalité du prix de rachat pour autant que, conformément au paragraphe 2 du présent article, le montant correspondant au prix de rachat excède le montant global des dettes résultant des prêts, investissements en capital et garanties visés à l'alinéa (i) du présent paragraphe ;

(iii) les paiements sont effectués aux conditions, dans les monnaies pleinement convertibles ou en écus, et aux dates fixées par la Banque ; et

(iv) si la Banque subit des pertes, du fait de l'encours des garanties, de participations à des prêts, ou de prêts existant à la date à laquelle le membre a perdu cette qualité ou si une perte nette est supportée par la Banque sur les investissements en capital qu'elle détient à cette date, et si le montant de ces pertes dépasse, à cette date, le montant de la réserve constituée pour y faire face à la date à laquelle le membre a perdu sa qualité, ledit ancien membre est tenu de rembourser, sur demande, le montant à concurrence duquel le prix de rachat de ses actions aurait été réduit s'il avait été tenu compte de ces pertes au moment de la fixation du prix de rachat. En outre, l'ancien membre reste soumis à tout appel de souscriptions non libérées, au titre du paragraphe 4 de l'article 6 du présent Accord, dans la mesure où il y aurait été tenu si la réduction de capital était survenue et l'appel fait au jour de la fixation du prix de rachat.

4. Si la Banque met fin à ses opérations, conformément à l'article 41 du présent Accord, dans les six (6) mois suivant la date à laquelle un membre perd cette qualité, tous les droits de cet ancien membre sont déterminés conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du présent Accord.

Article 40

ARRET TEMPORAIRE DES OPERATIONS

En cas d'urgence, le Conseil d'administration peut suspendre temporairement les opérations en matière de nouveaux prêts et nouvelles garanties, garanties d'émission, assistance technique et prises de participation, en attendant que le Conseil des gouverneurs ait la possibilité d'en délibérer et d'en décider.

Article 41

ARRET DEFINITIF DES OPERATIONS

La Banque peut mettre fin à ses opérations par décision expresse des deux tiers au moins du nombre des gouverneurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux membres. Dès l'arrêt définitif des opérations, la Banque cesse toutes ses activités, à l'exception de celles qui se rapportent à la réalisation ordonnée, à la conservation et à la sauvegarde de ses avoirs, ainsi qu'au règlement de ses obligations.

Article 42

RESPONSABILITE DES MEMBRES ET LIQUIDATION DES CREANCES

1. En cas d'arrêt définitif des opérations de la Banque, la responsabilité de tous les membres résultant de leurs souscriptions non appelées au capital social de la Banque subsiste jusqu'à ce que toutes les créances, y compris toutes les créances conditionnelles, soient liquidées.

2. Tous les créanciers au titre des opérations ordinaires titulaires de créances directes sont payés en premier lieu sur les avoirs de la Banque, en deuxième lieu sur les sommes dues à la Banque au titre des actions à libérer non versées, et enfin sur les sommes dues à la Banque au titre du capital social appelable. Avant d'effectuer quelque paiement que ce soit à des créanciers titulaires de créances directes, le Conseil d'administration prend toute disposition qu'il juge nécessaire, pour assurer une répartition au prorata entre les créanciers titulaires de créances directes et les créanciers titulaires de créances conditionnelles.

Article 43

DISTRIBUTION DES AVOIRS

1. Dans le cadre du présent chapitre, aucune distribution des avoirs n'est faite au profit des membres en raison de leurs souscriptions au capital social de la Banque avant :

(i) que toutes les obligations envers les créanciers aient été liquidées ou aient fait l'objet de mesures appropriées ; et

(ii) que le Conseil des gouverneurs ait pris la décision de procéder à une distribution, par un vote des deux tiers au moins des gouverneurs représentant au moins trois quarts du nombre total des voix attribuées aux membres.

2. Toute distribution des avoirs entre les membres est proportionnelle à la part de capital social détenu par chaque membre, et elle est effectuée aux dates et dans les conditions

que la Banque trouve justes et équitables. Les parts d'avoirs distribuées ne sont pas nécessairement de la même catégorie. Aucun membre ne peut recevoir sa part des avoirs ainsi distribué aussi longtemps qu'il ne s'est pas acquitté de toutes ses obligations envers la Banque.

3. Tout membre qui reçoit des avoirs distribués conformément aux dispositions du présent article est subrogé dans tous les droits que la Banque possédait sur ces avoirs avant leur répartition.

Chapitre VIII

STATUT, IMMUNITES, PRIVILEGES ET EXEMPTIONS

Article 44

OBJET DU PRESENT CHAPITRE

Pour pouvoir atteindre son but et exercer les fonctions qui lui sont confiées, le statut, les immunités, privilèges et exemptions définis dans le présent chapitre sont accordés à la Banque sur le territoire de chaque pays membre.

Article 45

STATUT DE LA BANQUE

La Banque possède la pleine personnalité juridique et, en particulier, la pleine capacité juridique :

(i) de conclure des contrats ;

(ii) d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers ; et

(iii) d'ester en justice.

Article 46

SITUATION DE LA BANQUE AU REGARD D'ACTIONS EN JUSTICE

Il ne peut être intenté d'action en justice contre la Banque que devant un tribunal compétent sur le territoire d'un pays où celle-ci possède un bureau ou a nommé un agent aux fins de recevoir toute assignation en justice ou sommation, ou a émis ou garanti des titres. Aucune action en justice ne peut cependant être intentée contre la Banque par des membres ou par des personnes agissant pour le compte desdits membres, ou détenant d'eux des créances. Les biens et avoirs de la Banque, où qu'ils soient situés et quel qu'en soit le détenteur, sont exemptés de toute forme de saisie, ou mesures d'exécution aussi longtemps qu'un arrêt définitif n'a pas été rendu contre la Banque.

Article 47

INSAISISSABILITE DES AVOIRS

Les biens et avoirs de la Banque, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exemptés de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de saisie ou de mainmise, de la part du pouvoir exécutif ou législatif.

Article 48

INVIOLABILITE DES ARCHIVES

Les archives de la Banque et, d'une manière générale, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'elle détient sont inviolables.

Article 49

EXEMPTIONS RELATIVES AUX AVOIRS

Dans la mesure nécessaire pour que la Banque atteigne son but et s'acquitte de ses fonctions, et sous réserve des dispositions du présent Accord, tous ses biens et autres avoirs sont exemptés de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.

Article 50

PRIVILEGES EN MATIERE DE COMMUNICATIONS

Chaque membre applique aux communications officielles de la Banque le régime qu'il applique aux communications officielles des autres membres.

Article 51

IMMUNITES DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES

Tous les gouverneurs, administrateurs, suppléants, fonctionnaires et employés de la Banque ainsi que les experts effectuant des missions pour le compte de celle-ci ne peuvent faire l'objet de poursuites à raison des actes accomplis par eux dans l'exercice officiel de leurs fonctions, sauf lorsque la Banque lève cette immunité ; et tous leurs papiers et documents officiels sont inviolables. Toutefois, cette immunité ne s'applique pas aux actions tendant à la mise en oeuvre de la responsabilité civile d'un gouverneur, d'un administrateur, d'un suppléant, d'un fonctionnaire, d'un employé ou d'un expert de la Banque, en cas de dommage provenant d'un accident de la route causé par ces derniers.

Article 52

PRIVILEGES DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES

1. Les gouverneurs, administrateurs, suppléants, fonctionnaires et employés de la Banque ainsi que les experts de la Banque effectuant des missions pour son compte :

(i) quand ils ne sont pas des ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions, bénéficient des mêmes immunités relatives aux dispositions limitant l'immigration, aux formalités d'enregistrement des étrangers et aux obligations de service national ou militaire, et des mêmes facilités en matière de réglementation des changes, que celles qui sont accordées par les membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres membres ; et

(ii) bénéficient, du point de vue des facilités de déplacement, du même traitement que celui qui est accordé par les membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres membres.

2. Les conjoints et les personnes à charge des administrateurs, des administrateurs-suppléants, des fonctionnaires, des employés et des experts de la Banque, qui sont résidents dans le pays où est établi le siège de la Banque, peuvent exercer un emploi dans ce pays. Les conjoints et les personnes à charge des administrateurs, des administrateurs-suppléants, des fonctionnaires, des employés et des experts de la Banque, qui sont résidents dans le pays où est établie une agence ou une succursale de la Banque, peuvent exercer, dans la mesure du possible et conformément aux lois du pays, un emploi dans ce pays. De façon à mettre en oeuvre les dispositions du présent paragraphe, la Banque négociera des accords spécifiques avec le pays où est établi le siège de la Banque et, selon le cas, avec les autres pays concernés.

Article 53

IMMUNITES FISCALES

1. Dans le cadre de ses activités officielles, la Banque, ses avoirs, ses biens et ses revenus sont exemptés de tous impôts directs.

2. Lorsque des achats ou des services d'une valeur substantielle et nécessaires à l'exercice des activités officielles de la Banque sont effectués ou utilisés par la Banque et lorsque le prix de ces achats ou de ces services comprend des taxes ou des droits, le membre qui les perçoit prend les mesures appropriées pour accorder l'exemption de ces taxes ou droits ou pour en assurer le remboursement, lorsqu'ils sont identifiables.

3. Les biens importés par la Banque et nécessaires à l'exercice de ses activités officielles sont exemptés de tous droits ou taxes, interdictions ou restrictions à l'importation. De

même, les biens exportés par la Banque et nécessaires à l'exercice de ses activités officielles sont exemptés de tous droits ou taxes, interdictions ou restrictions à l'exportation.

4. Les biens acquis ou importés qui sont exonérés conformément aux dispositions du présent article ne peuvent être vendus, loués, prêtés ou cédés à titre onéreux ou gratuit, qu'aux conditions fixées par les membres ayant accordé les exonérations ou les remboursements.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux taxes et droits qui ne sont que la contrepartie de services publics rendus.

6. Les administrateurs, les administrateurs-suppléants, les fonctionnaires et employés de la Banque sont soumis à un impôt interne effectif au bénéfice de la Banque perçu sur les traitements et émoluments payés par la Banque, selon des conditions à établir et des règles à fixer par le Conseil des gouverneurs dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord. A partir de la date à laquelle cet impôt est appliqué, ces traitements et émoluments sont exemptés de tout impôt national sur le revenu. Toutefois, les membres peuvent prendre en compte les traitements et émoluments ainsi exemptés pour le calcul du montant de l'impôt sur les revenus provenant d'autres sources.

7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 6 du présent article, un membre peut lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, ou d'approbation déclarer se réserver pour lui-même, ses subdivisions politiques ou ses collectivités territoriales, le droit d'imposer les traitements et émoluments versés par la Banque à ses citoyens ou à ses ressortissants. La Banque est exemptée de toute obligation de payer, de retenir ou de collecter de tels impôts. La Banque n'effectue aucun remboursement pour de tels impôts.

8. Le paragraphe 6 du présent article ne s'applique pas aux pensions et rentes versées par la Banque.

9. Aucun impôt de quelque nature que ce soit n'est perçu sur les obligations ou valeurs émises par la Banque ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres :

(i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle valeur ou obligation du seul fait qu'elle est émise par la Banque ; ou

(ii) si un tel impôt a pour seule base juridique le lieu ou la monnaie d'émission, le lieu ou la monnaie de règlement prévu ou effectif, ou l'emplacement d'un bureau ou centre d'opérations de la Banque.

10. Aucun impôt n'est perçu sur une obligation ou valeur garantie par la Banque, ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres :

(i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle valeur ou obligation du seul fait qu'elle est garantie par la Banque ; ou

(ii) si un tel impôt a pour seule base juridique l'emplacement d'un bureau ou d'un centre d'opérations de la Banque.

Article 54

MISE EN OEUVRE DU PRESENT CHAPITRE

Chaque membre prend sans délai toutes les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions du présent chapitre et informe la Banque des mesures détaillées qu'il a prises à cet effet.

Article 55

LEVEE DES IMMUNITES, PRIVILEGES ET EXEMPTIONS

Les immunités, privilèges et exemptions conférés par le présent chapitre sont accordés dans l'intérêt de la Banque. Le Conseil d'administration peut lever, dans la mesure et aux conditions qu'il définit, les immunités, privilèges et exemptions conférés par le présent chapitre dans le cas où, à son avis, une telle décision favoriserait les intérêts de la Banque. Le président a le droit et le devoir de lever toute immunité, toute exemption ou tout privilège accordé à un fonctionnaire, employé ou expert de la Banque, autre que le président ou un vice-président lorsque, à son avis, l'immunité, le privilège ou l'exemption entraverait le cours normal de la justice et peut être levé sans porter atteinte aux intérêts de la Banque. Dans des circonstances semblables et dans les mêmes conditions, le Conseil d'administration a le droit et le devoir de lever toute immunité, tout privilège ou toute exemption accordé au président et à chaque vice-président.

Chapitre IX

AMENDEMENTS, INTERPRETATION, ARBITRAGE

Article 56

AMENDEMENTS

1. Toute proposition tendant à modifier le présent Accord, qu'elle émane d'un membre, d'un gouverneur ou du Conseil d'administration, est communiquée au Président du Conseil des gouverneurs qui en saisit ledit Conseil. Si l'amendement proposé est approuvé par le Conseil, la Banque demande par un des

quelconques moyens rapides de communication, à tous les membres, s'ils acceptent cette proposition d'amendement. Quand les trois quarts au moins des membres (comprenant au moins deux pays d'Europe centrale et orientale énumérés à l'annexe A), disposant des quatre cinquièmes au moins du nombre total des voix attribuées aux membres ont accepté l'amendement proposé, la Banque entérine le fait par une communication formelle qu'elle adresse à tous les membres.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus :

(i) l'acceptation par tous les membres est requise dans le cas de tout amendement modifiant :

(a) le droit de se retirer de la Banque ;

(b) les droits relatifs à la souscription d'actions au capital social prévus au paragraphe 3 de l'article 5 du présent Accord ;

(c) la limitation de la responsabilité des membres prévue au paragraphe 7 de l'article 5 du présent Accord ; et

(d) l'objet et les missions de la Banque définis par les articles 1 et 2 du présent Accord ;

(ii) l'acceptation par au moins trois quarts des membres détenant au moins quatre-vingt-cinq (85) pour cent du nombre total des voix attribuées aux membres est nécessaire pour tout amendement modifiant le paragraphe 4 de l'article 8 du présent Accord.

Lorsque les conditions nécessaires à l'adoption de tels amendements sont réunies, la Banque en donné acte par une communication formelle qu'elle adresse à tous les membres.

3. Les amendements entrent en vigueur, pour tous les membres, trois mois après la date de la communication formelle prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article, à moins que le Conseil des gouverneurs n'en dispose autrement.

Article 57

INTERPRETATION ET APPLICATION

1. Toute question relative à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Accord survenant entre un membre et la Banque ou entre des membres de la Banque, est soumise au Conseil d'administration pour décision. Si la question affecte particulièrement un membre qui n' est pas représenté par un administrateur de sa nationalité, ce membre a en pareil cas le droit de se faire représenter directement à la réunion du Conseil d'administration qui examine cette question. Son représentant ne dispose toutefois d'aucun droit de vote. Ce droit de représentation fait l'objet d'un règlement pris par le Conseil des gouverneurs.

2. Dans toute affaire où le Conseil d'administration a pris une décision au titre du paragraphe 1 du présent article, tout membre peut demander que la question soit portée devant le Conseil des gouverneurs dont la décision est sans appel. En attendant que le Conseil des gouverneurs ait statué, la Banque peut, dans la mesure où elle l'estime nécessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d' administration.

Article 58

ARBITRAGE

Tout désaccord survenant, après l'adoption de la décision de la Banque d'arrêter définitivement ses opérations, entre celle-ci et un membre qui a perdu sa qualité de membre, ou entre celle-ci et un membre, est soumis à un tribunal de trois (3) arbitres, comprenant un arbitre nommé par la Banque, un arbitre désigné par le membre ou l'ex-membre et un troisième arbitre qui, à moins que les parties n'en conviennent autrement, est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice ou toute autre autorité désignée par un règlement adopté par le Conseil des gouverneurs. Les décisions du tribunal des trois arbitres sont sans appel et lient les parties ; elles sont prises à la majorité des arbitres. Le troisième arbitre a pleins pouvoirs pour régler toutes les questions de procédure sur lesquelles les parties seraient en désaccord.

Article 59

APPROBATION TACITE

Lorsque l'approbation ou l'acceptation d'un membre est nécessaire pour que la Banque puisse agir, cette approbation ou acceptation est, sauf dans les cas visés à l'article 56 du présent Accord, réputée donnée, à moins que ce membre ne présente des objections dans un délai raisonnable que la Banque a la faculté de fixer en notifiant le membre de la mesure envisagée.

Chapitre X

DISPOSITIONS FINALES

Article 60

SIGNATURE ET DEPOT

1. Le présent Accord déposé auprès du Gouvernement de la République Francaise (dénommé ci-après le "dépositaire") restera ouvert à la signature de tous les membres potentiels énumérés à l'annexe A du présent Accord jusqu'au 31 décembre 1990.

2. Le Dépositaire remettra à tous les signataires des copies certifiées conformes du présent Accord.

Article 61

RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

1. Le présent Accord est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, déposés auprès du dépositaire le 31 mars 1991 au plus tard. Le dépositaire informe dûment les autres signataires du dépôt de chaque instrument et de la date de ce dépôt.

2. Tout signataire peut devenir partie au présent Accord en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dans un délai d'un an après la date de son entrée en vigueur ou, si besoin est, jusqu'à une date ultérieure arrêtée par une majorité des gouverneurs, représentant la majorité du nombre total des voix attribuées aux membres.

3. Un signataire qui dépose un des instruments visés au paragraphe 1 du présent article avant la date d'entrée en vigueur du présent Accord devient membre de la Banque à cette date. Tout autre signataire qui se conforme aux dispositions du paragraphe précédent devient membre de la Banque à la date à laquelle son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation est déposé.

Article 62

ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent Accord entre en vigueur lorsque des signataires dont les souscriptions initiales représentent deux tiers au moins de l'ensemble des souscriptions telles qu'elles sont fixées dans l'annexe A, et comprenant au moins deux pays d'Europe centrale et orientale énumérés à l'Annexe A, ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Si, au 31 mars 1991, le présent Accord n'est pas entré en vigueur, le dépositaire peut réunir les membres potentiels intéressés pour décider de la conduite à adopter et fixer une nouvelle date limite de dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 63

SEANCE INAUGURALE ET COMMENCEMENT DES OPERATIONS

1. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, conformément aux dispositions de son article 62, chaque membre nomme un gouverneur. Le dépositaire, conformément aux dispositions du même article, convoque la première réunion du Conseil des gouverneurs dans les soixante (60) jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord ou à une date ultérieure la plus proche possible.

2. A sa première réunion, le Conseil des gouverneurs :

(i) élit le président ;

(ii) élit les administrateurs de la Banque conformément aux dispositions de l'article 26 du présent Accord ;

(iii) prend des dispositions permettant de déterminer la date à laquelle la Banque commencera ses opérations ; et

(iv) prend toutes autres dispositions utiles pour préparer le commencement des opérations de la Banque.

3. La Banque notifie aux membres la date à laquelle elle commencera ses opérations.

Fait à Paris, le 29 mai 1990, en un seul exemplaire original, dont les versions en langues anglaise, française, allemande et russe font également foi, et déposé dans les archives du dépositaire qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les membres potentiels énumérés à l'annexe A du présent Accord.

ANNEXE A

SOUSCRIPTIONS INITIALES AU CAPITAL SOCIAL AUTORISE, POUR LES MEMBRES POTENTIELS SUSCEPTIBLES DE DEVENIR MEMBRES CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 61

	NOMBRE D'ACTIONS	SOUSCRIPTION AU CAPITAL (en millions d'Ecus)
A - Communautés européennes		
a)		
République Fédérale d'Allemagne	85 175	851,75
Belgique	22 800	228,00
Danemark	120 00	120,00
Espagne	34 000	340,00
France	85 175	851,75
Grèce	6 500	65,00
Irlande	3 000	30,00
Italie	85 175	851,75
Luxembourg	2 000	20,00
Pays-Bas	24 800	248,00
Portugal	4 200	42,00
Royaume-Uni	85 175	851,75
b)		
Communauté économique européenne	30 000	300,00
Banque européenne d'investissement	30 000	300,00
B - Autres pays européens		
Autriche	22 800	228,00
Chypre	1 000	10,00
Finlande	12 500	125,00
Islande	1 000	10,00
Israël	6 500	65,00
Liechtenstein	200	2,00
Malte	100	1,00
Norvège	12 500	125,00
Suède	22 800	228,00
Suisse	22 800	228,00
Turquie	11 500	115,00

- Pays bénéficiaires		
Bulgarie	7 900	79,00
République Démocratique d'Allemagne	15 500	155,00
Hongrie	7 900	79,00
Pologne	12 800	128,00
Roumanie	4 800	48,00
Tchécoslovaquie	12 800	128,00
Union des Républiques Socialistes et Soviétiques	60 000	600,00
Yougoslavie	12 800	128,00
- Pays non européens		
Australie	10 000	100,00
Canada	34 000	340,00
République de Corée	6 500	65,00
Egypte	1 000	10,00
Etats-Unis	100 000	1000,00
Japon	85 175	851,75
Maroc	1 000	10,00
Mexique	3 000	30,00
Nouvelle Zélande	1 000	10,00
Actions non allouées		
TOTAL	125	1,25
	1 000 000	10000,00

Les membres potentiels sont classés dans les catégories visées ci-dessus eeclusivement aux fins du présent Accord. Dans les autres dispositions du présent Accord, les pays bénéficiaires figurent sous le nom de pays d'Europe centrale et orientale.

ANNEXE B

SECTION A - ELECTION DES ADMINISTRATEURS PAR LES GOUVERNEURS REPRESENTANT LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LE DANEMARK, L'ESPAGNE, LA FRANCE, LA GRECE, L'IRLANDE, L'ITALIE, LE LUXEMBOURG, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL, LE ROYAUME-UNI, LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE ET LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (CI-APRES DENOMMES GOUVERNEURS DE LA SECTION A).

1. Les dispositions ci-après de la présente Section s'appliquent exclusivement à cette Section.

2. Les candidats au poste d'administrateur sont désignés par les gouverneurs de la Section A, étant entendu qu'un gouverneur ne peut désigner qu'une seule personne. L'élection des administrateurs s'effectue par un vote des gouverneurs de la Section A.

3. Chacun des gouverneurs admis à voter accorde a une seule personne toutes les voix qui reviennent au membre qu'il représente au titre de l'article 29, paragraphes 1 et 2 du présent Accord.

4. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, les 11 personnes qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élues administrateurs ; toutefois, une personne ayant recueilli moins de 4,5 pour cent de l'ensemble des voix susceptibles d'être exprimées (voix inscrites) au titre de la Section A ne peut pas être réputée élue.

5. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si 11 personnes ne sont pas élues au premier tour, il est procédé à un second tour dans lequel, sauf s'il n'y avait pas plus de 11 candidats, la personne qui a obtenu le plus petit nombre de voix au premier tour ne peut participer au scrutin et seuls votent :

a) les gouverneurs qui ont voté au premier tour pour une personne non élue et

b) les gouverneurs dont les voix émises à une personne élue sont réputées, aux termes des paragraphes 6 et 7 de la présente Section, avoir porté le nombre des voix recueillies par cette personne au-dessus de 5,5 pour cent des voix inscrites.

6. Pour déterminer si les voix émises par un gouverneur sont réputées avoir porté le total obtenu par une personne donnée à plus de 5,5 pour cent des voix inscrites, les 5,5 pour cent sont réputés comprendre, premièrement, les voix du gouverneur qui a apporté le plus grand nombre de voix à ladite personne, ensuite les voix du gouverneur qui en a apporté le nombre immédiatement inférieur, et ainsi de suite jusqu'à ce que les 5,5 pour cent soient atteints.

7. Tout gouverneur dont les voix doivent être partiellement comptées pour porter le total obtenu par une personne à plus de 4,5 pour cent est réputé donner toutes ses voix à ladite personne, même si le total des voix obtenues par celle-ci dépasse ainsi 5,5 pour cent et ne peut plus participer à un autre scrutin.

8. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si, après le second tour, il n'y a pas encore 11 élus, il est procédé, suivant les mêmes principes et procédures définis dans la présente Section, à des scrutins supplémentaires jusqu'à ce qu'il y ait 11 élus, sous réserve qu' à tout moment après l'élection de 10 personnes, la onzième peut être élue à la majorité simple des voix restantes, par dérogation aux dispositions du paragraphe 4.

9. Dans le cas d'une augmentation ou d'une réduction du nombre des administrateurs à élire par les gouverneurs de la Section A, les pourcentages minimum et maximum définis aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 de la présente Section sont ajustés en conséquence par le Conseil des gouverneurs.

10. Aussi longtemps qu'un signataire, ou un groupe de signataires, dont la part du montant total du capital souscrit définie à l'Annexe A est supérieure à 2,4 pour cent, n'a pas déposé son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, aucun administrateur n'est élu pour représenter ledit signataire ou groupe de signataires. Le gouverneur ou les gouverneurs représentant ledit signataire ou groupe de signataires élisent un administrateur pour chaque signataire ou groupe de signataires, dès que le signataire ou le groupe de signataires devient membre. Cet administrateur est réputé avoir été élu par le conseil des gouverneurs lors de la séance inaugurale, conformément au paragraphe 3 de l'article 26 du présent Accord, s'il est élu pendant la période au cours de laquelle le premier Conseil d'administration exerce ses fonctions.

SECTION B - ELECTION DES ADMINISTRATEURS PAR DES GOUVERNEURS REPRESENTANT D'AUTRES PAYS.

Section B (i) - Election des administrateurs par des gouverneurs représentant les pays énumérés à l'annexe A dans la catégorie pays d'Europe Centrale et Orientale (pays bénéficiaires) (ci-après dénommés gouverneurs de la section B (i)).

1. Les dispositions ci-après de la présente Section s'appliquent exclusivement à cette Section.

2. Les candidats au poste d'administrateur sont désignés par les gouverneurs de la Section B (i), étant entendu qu'un gouverneur ne peut désigner qu'une seule personne. L'élection des administrateurs s'effectue par un vote des gouverneurs de la Section B (i).

3. Chacun des gouverneurs admis à voter accorde à un seule personne toutes les voix qui reviennent au membre qu'i représente au titre de l'article 29, paragraphes 1 et 2 di présent Accord.

4. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, les 4 personnes qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élues administrateurs ; toutefois, une personne ayant recueilli moins de 12 pour cent de l'ensemble des voix susceptibles d'être exprimées (voix inscrites) au titre de la Section B (i) ne peut pas être réputée élue.

5. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si 4 personnes ne sont pas élues au premier tour, il est procédé à un second tour dans lequel, sauf s'il n'y avait pas plus de 4 candidats, la personne qui a obtenu le plus petit nombre de voix au premier tour ne peut participer au scrutin et seuls votent :

a) les gouverneurs qui ont voté au premier tour pour une personne non élue et

b) les gouverneurs dont les voix données à une personne élue sont réputées, aux termes des paragraphes 6 et 7 de la présente Section, avoir porté le nombre des voix recueillies par cette personne au-dessus de 13 pour cent des voix inscrites.

6. Pour déterminer si les voix émises par un gouverneur sont être réputées avoir porté le total obtenu par une personne donnée à plus de 13 pour cent des voix inscrites, les 13 pour cent sont réputés comprendre, premièrement, les voix du gouverneur qui a apporté le plus grand nombre de voix à ladite personne, ensuite les voix du gouverneur qui en a apporté le nombre immédiatement inférieur, et ainsi de suite jusqu'à ce que les 13 pour cent soient atteints.

7. Tout gouverneur dont les voix doivent être partiellement comptées pour porter le total obtenu par une personne à plus de 12 pour cent est réputé donner toutes les voix à ladite personne, même si le total des voix obtenues par celle-ci dépasse ainsi 13 pour cent et ne peut plus participer à un autre scrutin.

8. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si, après le second tour, il n'y a pas encore 4 élus, il est procédé, suivant les mêmes principes et procédures définis dans la présente Section, à des scrutins supplémentaires jusqu'à ce qu'il y ait 4 élus, sous réserve qu' à tout moment après l'élection de 3 personnes, la quatrième peut être élue à la majorité simple des voix restantes et sans tenir compte des dispositions du paragraphe 4.

9. Dans le cas d'une augmentation ou d'une réduction du nombre des administrateurs à élire par les gouverneurs de la Section B (i) les pourcentages minimum et maximum définis aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 de lá présente Section sont ajustés en conséquence par le Conseil des gouverneurs.

10. Aussi longtemps qu'un signataire, ou un groupe de signataires, dont la part du montant total du capital souscrit définie à l'Annexe A est supérieure à 2,8 pour cent, n'a pas déposé son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, aucun administrateur n'est élu pour représenter ledit signataire ou groupe de signataires. Le gouverneur ou les gouverneurs représentant ledit signataire ou groupe de signataires élisent un administrateur pour chaque signataire ou groupe de signataires, dès que le signataire ou le groupe de signataires devient membre. Cet administrateur est réputé avoir été élu par le conseil des gouverneurs lors de la séance inaugurale, conformément au paragraphe 3 de l'article 26 du présent Accord, s'il est élu pendant la période au cours de laquelle le premier Conseil d'administration exerce ses fonctions.

Section B (ii) - Election des administrateurs par les gouverneurs représentant les pays énumérés à l'Annexe A dans la catégorie autres pays européens (ci-après dénommés gouverneurs de la section B (ii)).

1. Les dispositions ci-après de la présente Section s'appliquent exclusivement à cette Section.

2. Les candidats au poste d'administrateur sont désignés par les gouverneurs de la Section B (ii), étant entendu qu'un gouverneur ne peut désigner qu'une seule personne. L'élection des administrateurs s'effectue par un vote des gouverneurs de la Section B (ii).

3. Chacun des gouverneurs admis à voter accorde à une seule personne toutes les voix qui reviennent au membre qu'il représente au titre de l'article 29, paragraphes 1 et 2 du présent Accord.

4. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, les 4 personnes qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élues administrateurs ; toutefois, une personne ayant recueilli moins de 20,5 pour cent de l'ensemble des voix susceptibles d'être exprimées (voix inscrites) au titre de la Section B (ii) ne peut pas être réputée élue.

5. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si 4 personnes ne sont pas élues au premier tour, il est procédé à un second tour dans lequel, sauf s'il n'y avait plus de 4 candidats, la personne qui a obtenu le plus petit nombre de voix au premier tour ne peut participer au scrutin et seuls votent :

a) les gouverneurs qui ont voté au premier tour pour une personne non élue et

b) les gouverneurs dont les voix données à une personne élue sont réputées, aux termes des paragraphes 6 et 7 de la présente Section, avoir porté le nombre des voix recueillies par cette personne au-dessus de 21,5 pour cent des voix inscrites.

6. Pour déterminer si les voix émises par un gouverneur sont être réputées avoir porté le total obtenu par une personne donnée à plus de 21,5 pour cent des voix inscrites, les 21,5 pour cent sont réputés comprendre, premièrement, les voix du gouverneur qui a apporté le plus grand nombre de voix à ladite personne, ensuite les voix du gouverneur qui en a apporté le nombre immédiatement inférieur, et ainsi de suite jusqu'à ce que les 21,5 pour cent soient atteints.

7. Tout gouverneur dont les voix doivent être partiellement comptées pour porter le total obtenu par une personne à plus de 20,5 pour cent est réputé donner toutes les voix à ladite personne, même si le total des voix obtenues par celle-ci dépasse ainsi 21,5 pour cent et ne peut plus participer à un autre scrutin.

8. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si, après le second tour, il n'y a pas encore 4 élus, il est procédé, suivant les mêmes principes et procédures définis dans la présente Section, à des scrutins supplémentaires jusqu'à ce qu'il y ait 4 élus, sous réserve qu' à tout moment après l'élection de 3 personnes, la quatrième peut être élue à la majorité simple des voix restantes, par dérogation aux dispositions du paragraphe 4.

9. Dans le cas d'une augmentation ou d'une réduction du nombre des administrateurs à élire par les gouverneurs de la Section B (ii) les pourcentages minimum et maximum définis aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 de la présente Section sont ajustés en conséquence par le Conseil des gouverneurs.

10. Aussi longtemps qu'un signataire, ou un groupe de signataires, dont la part du montant total du capital souscrit définie à l'Annexe A est supérieure à 2,8 pour cent, n'a pas déposé son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, aucun administrateur n'est élu pour représenter ledit signataire ou groupe de signataires. Le gouverneur ou les gouverneurs représentant ledit signataire ou groupe de signataires élisent un administrateur pour chaque signataire ou groupe de signataires, dès que le signataire ou le groupe de signataires devient membre. Cet administrateur est réputé avoir été élu par le conseil des gouverneurs lors de la séance inaugurale, conformément au paragraphe 3 de l'article 26 du présent Accord, s'il est élu pendant la période au cours de laquelle le premier Conseil d'administration exerce ses fonctions.

Section B (iii) - Election des administrateurs par les gouverneurs représentant des pays énumérés à l'annexe A dans la catégorie pays non-européens (ci-après dénommés gouverneurs de la section B (iii).

1. Les dispositions ci-après de la présente Section s'appliquent exclusivement à cette Section.

2. Les candidats au poste d'administrateur sont désignés par les gouverneurs de la Section B (iii), étant entendu qu'un gouverneur ne peut désigner qu'une seule personne. L'élection des administrateurs s'effectue par un vote des gouverneurs de la Section B (iii).

3. Chacun des gouverneurs admis à voter accorde à une seule personne toutes les voix qui reviennent au membre qu'il représente au titre de l'article 29, paragraphes 1 et 2 du présent Accord.

4. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, les 4 personnes qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élues administrateurs ; toutefois, une personne ayant recueilli moins de 8 pour cent de l'ensemble des voix susceptibles d'être exprimées (voix inscrites) au titre de la Section B (iii) ne peut pas être réputée élue.

5. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si 4 personnes ne sont pas élues au premier tour, il est procédé à un second tour dans lequel, sauf s'il n'y avait plus de 4 candidats, la personne qui a obtenu le plus petit nombre de voix au premier tour ne peut participer au scrutin et seuls votent :

a) les gouverneurs qui ont voté au premier tour pour une personne non élue et

b) les gouverneurs dont les voix données à une personne élue sont réputées, aux termes des paragraphes 6 et 7 de la présente Section, avoir porté le nombre des voix recueillies par cette personne au-dessus de 9 pour cent des voix inscrites.

6. Pour déterminer si les voix émises par un gouverneur sont être réputées avoir porté le total obtenu par une personne donnée à plus de 9 pour cent des voix inscrites, les 9 pour cent sont réputés comprendre, premièrement, les voix du gouverneur qui a apporté le plus grand nombre de voix à ladite personne, ensuite les voix du gouverneur qui en a apporté le nombre immédiatement inférieur, et ainsi de suite jusqu'à ce que les 9 pour cent soient atteints.

7. Tout gouverneur dont les voix doivent être partiellement comptées pour porter le total obtenu par une personne à plus de 8 pour cent est réputé donner toutes les voix à ladite personne, même si le total des voix obtenues par celle-ci dépasse ainsi 9 pour cent et ne peut plus participer à un autre scrutin.

8. Sous réserve de l'application du paragraphe 10 de la présente Section, si, après le second tour, il n'y a pas encore 4 élus, il est procédé, suivant les mêmes principes et procédures définis dans la présente Section, à des scrutins supplémentaires jusqu'à ce qu'il y ait 4 élus, sous réserve qu'à tout moment après l'élection de 3 personnes, la quatrième peut être élue à la majorité simple des voix restantes, par dérogation aux dispositions du paragraphe 4.

9. Dans le cas d'une augmentation ou d'une réduction du nombre des administrateurs à élire par les gouverneurs de la Section B (iii) les pourcentages minimum et maximum définis aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 de la présente Section sont ajustés en conséquence par le Conseil des gouverneurs.

10. Aussi longtemps qu'un signataire, ou un groupe de signataires, dont la part du montant total du capital souscrit définie à l'Annexe A est supérieure à 5 pour cent, n'a pas déposé son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, aucun administrateur n'est élu pour représenter ledit signataire ou groupe de signataires. Le gouverneur ou les gouverneurs représentant ledit signataire ou groupe de signataires élisent un administrateur pour chaque signataire ou groupe de signataires, dès que le signataire ou le groupe de signataires devient membre. Cet administrateur est réputé avoir été élu par le conseil des gouverneurs lors de la séance inaugurale, conformément au paragraphe 3 de l'article 26 du présent Accord, s'il est élu pendant la période au cours de laquelle le premier Conseil d'administration exerce ses fonctions.

SECTION C - PROCEDURES RELATIVES A L'ELECTION DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANT DES PAYS NE FIGURANT PAS A L'ANNEXE A.

Si le Conseil des gouverneurs décide, conformément au paragraphe 3 de l'article 26 du présent Accord, d'augmenter ou de réduire le nombre des administrateurs, ou de modifier la composition du Conseil d'administration, afin de prendre en considération les changements intervenus dans le nombre de membres de la Banque, le Conseil des gouverneurs devra préalablement examiner s'il est nécessaire d'amender la présente annexe, et dans l'affirmative, il peut procéder aux amendements qu'il juge nécessaire dans le cadre de ladite décision.

SECTION D - VOTE PAR PROCURATION.

Tout gouverneur qui ne participe pas au vote lors de l'élection d'un administrateur ou dont le vote ne contribue pas à ladite élection, conformément aux sections A, B (i), B (ii) ou B (iii) de la présente annexe, peut confier les voix dont il dispose à un administrateur élu, à condition que ce gouverneur ait préalablement obtenu l'accord de tous les gouverneurs ayant choisi cet administrateur pour une telle procuration.

Une décision prise par un gouverneur qui ne participe pas au scrutin lors de l'élection d'un administrateur, n'affecte en rien le calcul des voix inscrites effectué conformément aux sections A, B (i), B (ii), ou B (iii) de la présente annexe.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO ISTITUTIVO DELLA BANCA EUROPEA PER LA RICOSTRUZIONE E LO SVILUPPO

Le parti contraenti,

impegnate ad osservare i principi fondamentali della democrazia multipartitica, della sovranità della legge, del rispetto dei diritti umani e dell'economia di mercato;

richiamato l'Atto Finale della Conferenza di Helsinki sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa, ed in particolare la Dichiarazione dei Principi;

preso atto con favore della volontà espressa dai paesi dell'Europa Centrale e Orientale di promuovere la realizzazione della democrazia multipartitica rafforzando le istituzioni democratiche, la sovranità della legge ed il rispetto dei diritti umani, nonchè di attuare le riforme necessarie per la transizione verso forme di economia di mercato;

considerata l'importanza di una cooperazione strettamente coordinata per promuovere il progresso economico dei paesi dell'Europa Centrale e Orientale, per aiutare le loro economie a divenire maggiormente competitive a livello internazionale e per assisterli nell'azione di ricostruzione e sviluppo, così riducendo, ove opportuno, i rischi connessi al finanziamento delle loro economie;

convinte che la creazione di una'istituzione finanziaria multilaterale, europea nel suo carettere fondamentale e largamente internazionale nei suoi membri, sia utile al raggiungimento di tali fini e costituirebbe una nuova ed originale struttura di cooperazione in Europa;

convengono di istituire la Banca Europea per la Ricostruzione e lo Sviluppo (in seguito denominata "la Banca") che opererà sulla base delle seguenti norme:

ARTICOLI DELLO STATUTO

Capitolo I

FINE, FUNZIONI E MEMBRI

Articolo 1

FINE

Volendo contribuire al progresso economico e alla ricostruzione dei paesi dell'Europa Centrale e Orientale impegnati ad applicare i principi della democrazia multipartitica, del pluralismo e dell'economia di mercato, fine della Banca è quello di accelerare la transizione verso un'economia aperta e di mercato e di promuovere l'iniziativa privata e imprenditoriale in tali paesi.

Articolo 2

FUNZIONI

1. Per perseguire in maniera duratura il proprio fine statutario di promuovere l'iniziativa privata e imprenditoriale nei paesi dell'Europa Centrale e Orientale nonchè di agevolarne la transizione verso forme di economia di mercato, la Banca assiste i paesi membri beneficiari nell'attuare riforme economiche settoriali e strutturali, tra cui i processi di demonopolizzazione, decentralizzazione e privatizzazione, al fine di aiutare l'internazionalizzazione delle loro economie nei seguenti modi:

(i) promuovendo, attraverso l'opera di investitori privati e di altri investitori interessati, la creazione, il miglioramento e l'espansione dell'attività del settore produttivo, concorrenziale e privato, in particolare delle piccole e medie imprese;

(ii) mobilizzando i capitali interni ed esteri e le capacità imprenditoriali per i fini descritti in (i);

(iii) incoraggiando gli investimenti produttivi, anche nei settori finanziario e dei servizi, e quelli nelle infrastrutture connesse, dove ciò sia necessario per

sostenere l'iniziativa privata e imprenditoriale, contribuendo in tal modo a creare un ambiente concorrenziale e ad elevare la produttività, il livello di vita e le condizioni di lavoro;

(iv) fornendo assistenza tecnica per la preparazione, il finanziamento e la realizzazione di importanti progetti, sia isolati che inseriti nel contesto di specifici programmi di investimento;

(v) stimolando e incoraggiando lo sviluppo dei mercati dei capitali;

(vi) sostenendo progetti sani ed economicamente fattibili che interessino più di un paese membro beneficiario;

(vii) promuovendo, in tutte le sue attività, uno sviluppo sostenibile e sano dal punto di vista ambientale; e

(viii) assumendo ogni altra iniziativa e fornendo ogni altro servizio che possa agevolare tali funzioni.

2. Nell'adempimento di tali funzioni, la Banca deve operare in stretta cooperazione con tutti i suoi membri e, nei modi che ritenga opportuni nell'ambito delle modalità fissate dal presente Statuto, con il Fondo Monetario Internazionale, la Banca Internazionale per la Ricostruzione e lo Sviluppo, la Società Finanziaria Internazionale, l'Agenzia Multilaterale per la Garanzia agli Investimenti, e l'Organizzazione per la Cooperazione Economica e lo Sviluppo; deve altresì cooperare con le Nazioni Unite e le sue Agenzie specializzate ed enti collegati, nonchè con ogni altra entità, pubblica o privata, impegnata nello sviluppo economico e negli investimenti nei paesi dell'Europa Centrale ed Orientale.

Articolo 3

MEMBRI

1. Possono diventare membri della Banca:

(i) (1) i paesi europei e
(2) i paesi non europei membri del Fondo Monetario Internazionale; e

(ii) la Comunità Economica Europea e la Banca Europea per gli Investimenti.

2. I paesi che possono aderire alla Banca a norma del paragrafo 1 del presente articolo, e che non diventino membri conformemente all'articolo 61 del presente Statuto, possono essere ammessi secondo le modalità e le condizioni stabilite dalla Banca con voto favorevole di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno tre quarti del potere di voto totale dei membri.

Capitolo II

CAPITALE

Articolo 4

CAPITALE AUTORIZZATO

1. Il capitale autorizzato iniziale è di dieci miliardi (10.000.000.000) di ECU. E' diviso in un milione (1.000.000) di azioni, ciascuna del valore nominale di diecimila (10.000) ECU, che possono essere sottoscritte esclusivamente dai membri conformemente alle disposizioni dell'articolo 5 del presente Statuto.

2. Il capitale iniziale è costituito da azioni sottoscritte e versate e da azioni sottoscritte e non versate. Il valore nominale iniziale del totale delle azioni versate è di tre miliardi (3.000.000.000) di ECU.

3. Il capitale autorizzato può essere aumentato nei tempi e nei modi più appropriati, con il voto favorevole di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno tre quarti del potere di voto totale dei membri.

Articolo 5

SOTTOSCRIZIONE DELLE AZIONI

1. Ogni membro deve sottoscrivere le azioni del capitale della Banca, fatto salvo il soddisfacimento delle proprie prescrizioni di legge. Ogni sottoscrizione al capitale autorizzato iniziale riguarda le azioni versate e le azioni non versate nella proporzione di tre (3) a sette (7) Il numero iniziale delle azioni disponibili per la sottoscrizione da parte dei Firmatari del presente Statuto che diventano membri conformemente all'articolo 61 del presente Statuto, è quello indicato nell'allegato A. Nessun membro può avere una sottoscrizione iniziale minore di cento (100) azioni.

2. Il Consiglio dei Governatori stabilisce il numero iniziale delle azioni che deve essere sottoscritto da parte dei paesi ammessi come membri conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 3 del presente Statuto; non può tuttavia essere autorizzata alcuna sottoscrizione che abbia l'effetto di ridurre al di sotto della maggioranza del capitale sottoscritto la percentuale del capitale posseduto dai Paesi membri della Comunità Economica Europea insieme con la Comunità Economica Europea e la Banca Europea per gli Investimenti.

3. Ad intervalli di non più di cinque anni, il Consiglio dei Governatori deve riesaminare l'ammontare del capitale della Banca. In caso di aumento del capitale autorizzato, ogni membro avrà una ragionevole opportunità di sottoscrivere, secondo modalità e condizioni uniformi stabilite dal Consiglio dei Governatori, una quota dell'aumento di capitale pari alla quota sottoscritta da tale membro nell'intero capitale sottoscritto immediatamente prima di tale aumento. Nessun membro è obbligato a sottoscrivere una qualsiasi parte di un aumento di capitale.

4. Ferme restando le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, il Consiglio dei Governatori può aumentare la sottoscrizione di un membro, su richiesta dello stesso, o assegnare a tale membro delle azioni del capitale autorizzato che non siano state sottoscritte da altri membri, purchè tale aumento non abbia l'effetto di ridurre al di sotto della maggioranza del capitale sottoscritto la percentuale del capitale posseduto dai paesi membri della Comunità Economica Europea insieme con la Comunità Economica Europea e la Banca Europea per gli Investimenti.

5. Le azioni inizialmente sottoscritte dai membri sono emesse al valore nominale. Le altre azioni sono parimenti emesse al valore nominale, salvo che il Consiglio dei Governatori, con voto di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno due terzi del potere di voto totale dei membri, non decida di emetterle, in speciali circostanze, a condizioni differenti.

6. Le azioni non possono essere costituite in pegno nè assoggettate ad alcun gravame e non possono essere cedute, se non alla Banca, conformemente al Capitolo VII del presente Statuto.

7. La responsabilità dei membri derivante dalle azioni è limitata all'ammontare della loro quota di capitale sottoscritto e non versato. Nessun membro è responsabile, in quanto membro, per le obbligazioni della Banca.

Articolo 6

PAGAMENTO DELLE SOTTOSCRIZIONI

1. Il pagamento delle azioni versate della parte di capitale inizialmente sottoscritta da ogni Firmatario del presente Statuto, divenuto membro conformemente all'articolo 61 del presente Statuto, deve essere effettuato in cinque (5) rate, pari, ognuna, al venti (20) per cento del totale. La prima rata deve essere pagata da ogni membro entro sessanta (60) giorni dalla data di entrata in vigore del presente Statuto o dalla data di deposito dell'atto di ratifica, accettazione o approvazione conformemente all'articolo 61, se quest'ultima è successiva alla data dell'entrata in vigore. Le rimanenti quattro (4) rate divengono esigibili in successione, ciascuna ad un anno dalla data in cui è divenuta esigibile la rata precedente; alla stessa data ogni rata deve essere pagata, subordinatamente alle richieste legislative di ogni membro.

2. Il cinquanta (50) per cento del pagamento di ogni rata, ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, o da parte di un membro ammesso conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 3 del presente Statuto, può essere effettuato con promissory-notes o altre obbligazioni emesse da tale membro e denominate in ECU, in dollari statunitensi o in yen giapponesi; queste saranno tirate quando la Banca avrà bisogno di fondi per le erogazioni derivanti dalle sue operazioni. Tali promissory-notes o obbligazioni sono non negoziabili, non fruttifere e pagabili a richiesta, alla Banca, al valore nominale. Le richieste su pagamenti a valere su tali promissory-notes o obbligazioni devono essere fatte, per periodi di tempo ragionevoli, in modo che il valore in ECU delle somme richieste da ogni membro sia, al momento della domanda, proporzionato al numero delle azioni versate, sottoscritte e possedute da ognuno dei membri che abbia depositato le promissory-notes o le obbligazioni.

3. Tutti gli obblighi di pagamento di un membro derivanti dalla sottoscrizione delle azioni del capitale iniziale devono essere regolati in ECU, in dollari statunitensi o in yen giapponesi sulla base del tasso di cambio medio della divisa considerata in termini di ECU per il periodo compreso tra il 30 settembre 1989 e il 31 marzo 1990.

4. Il pagamento dell'importo sottoscritto del capitale non versato della Banca può essere richiamato soltanto se e quando sia necessario alla Banca per far fronte alle proprie passività, tenuto conto degli articoli 17 e 42 del presente Statuto.

5. Nell'eventualità del richiamo di cui al paragrafo 4 del presente articolo, il pagamento può essere effettuato da parte del membro in ECU, in dollari statunitensi o in yen

giapponesi. Tali richiami sono uniformi al valore dell'ECU su ogni azione sottoscritta e non versata calcolato al momento della richiesta.

6. Non oltre un mese dopo l'incontro inaugurale del Consiglio dei Governatori, la Banca stabilisce il luogo di ogni pagamento da effettuare ai sensi del presente articolo; prima di tale decisione, il pagamento della prima rata di cui al paragrafo 1 del presente articolo è effettuato a favore della Banca Europea per gli Investimenti, in qualità di fiduciario della Banca.

7. Per le sottoscrizioni non regolate nei paragrafi 1, 2 e 3 del presente articolo, i pagamenti da parte di un membro relativi alla sottoscrizione di azioni versate del capitale autorizzato devono essere effetuati in ECU, in dollari statunitensi o in yen giapponesi in contanti, in promissory-notes o in altre obbligazioni.

8. Ai fini del presente articolo, per pagamento o denominazione in ECU si intende anche il pagamento o la denominazione in una qualsiasi divisa pienamente convertibile purchè, alla data di pagamento o incasso, sia pari al valore dell'obbligazione in ECU considerata.

Articolo 7

RISORSE DEL CAPITALE ORDINARIO

Nel presente Statuto il termine "risorse del capitale ordinario" comprende quanto segue:

(i) il capitale autorizzato della Banca, comprensivo delle azioni versate e di quelle non versate, sottoscritto ai sensi dell'articolo 5 del presente Statuto;

(ii) la raccolta effettuata dalla Banca in virtù dei poteri a lei conferiti nel sottoparagrafo (i) dell'articolo 20 del presente Statuto, cui è applicabile l'impegno di richiesta previsto nel paragrafo 4 dell'articolo 6 del presente Statuto;

(iii) i fondi ricevuti come rimborso di prestiti o garanzie ed i proventi derivanti dalla liquidazione di investimenti azionari effettuati con le risorse individuate nei sottoparagrafi (i) e (ii) del presente articolo;

(iv) il reddito derivante da prestiti ed investimenti azionari, effettuati con le risorse individuate nei sottoparagrafi (i) e (ii) del presente articolo ed il

reddito derivante da concessioni di garanzie e da operazioni di underwriting non facenti parte delle operazioni speciali della Banca; e

(v) ogni altra somma o reddito ricevuto dalla Banca che non faccia parte delle risorse dei Fondi Speciali di cui all'articolo 19 del presente Statuto.

Capitolo III

OPERAZIONI

Articolo 8

PAESI BENEFICIARI ED USO DELLE RISORSE

1. Le risorse e i servizi della Banca sono impiegati esclusivamente per perseguire il fine ed adempiere alle funzioni stabilite, rispettivamente, negli articoli 1 e 2 del presente Statuto.

2. La Banca può condurre le sue operazioni in quei Paesi dell'Europa Centrale e Orientale che procedono costantemente verso forme di economia di mercato, incoraggino l'iniziativa privata ed imprenditoriale ed applicano, con provvedimenti concreti o in modo diverso, i principi fissati nell'articolo 1 del presente Statuto.

3. Nei casi in cui un membro attui politiche incompatibili con l'articolo 1 del presente Statuto, o in circostanze eccezionali, il Consiglio di Amministrazione giudicherà se l'accesso da parte di quel membro alle risorse della Banca debba essere sospeso o altrimenti modificato e può esprimere raccomandazioni in proposito al Consiglio dei Governatori. Qualsiasi decisione su tali questioni è presa dal Consiglio dei Governatori con la maggioranza di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano i tre quarti del potere di voto totale dei membri.

4. (i) Ogni potenziale paese beneficiario può chiedere che la Banca limiti l'accesso alle risorse a determinati fini per un periodo di tre (3) anni a partire dall'entrata in vigore del presente Statuto. Tale richiesta farà immediatamente parte integrante del presente Statuto.

(ii) Durante tale periodo:

(a) la Banca fornirà a tale Paese, e alle imprese nel suo territorio, su loro richiesta, assistenza

tecnica ed altri tipi di assistenza finalizzati a finanziare il settore privato, facilitare il passaggio delle imprese statali alla proprietà e al controllo privato, ed assistere le imprese che operano in modo concorrenziale e si avviano ad operare secondo i principi dell'economia di mercato, nei limiti delle percentuali stabilite nel paragrafo 3 dell'articolo 11 del presente Statuto;

(b) l'importo globale di ogni tipo di assistenza fornita non potrà superare l'ammontare totale pagato in contanti e promissory-notes da parte di quel Paese per le sue azioni.

(iii) Al termine di questo periodo, la decisione di consentire a tale Paese l'accesso oltre i limiti specificati nei sottoparagrafi (a) e (b) dovrà essere presa dal Consiglio dei Governatori con la maggioranza di almeno tre quarti dei Governatori che rappresentano almeno l'ottantacinque (85) per cento del potere di voto totale dei membri.

Articolo 9

OPERAZIONI ORDINARIE E SPECIALI

Le operazioni della Banca consistono in operazioni ordinarie, finanziate con le risorse del capitale ordinario, di cui all'articolo 7 del presente Statuto, e operazioni speciali finanziate con risorse dei Fondi Speciali, di cui all'articolo 19 del presente Statuto. I due tipi di operazioni possono essere combinati.

Articolo 10

SEPARAZIONE DELLE OPERAZIONI

1. In ogni momento e circostanza le risorse del capitale ordinario e quelle dei Fondi Speciali della Banca devono essere detenute, usate, impegnate, investite o comunque utilizzate in maniera totalmente separata le une dalle altre. Il bilancio della Banca deve mostrare le riserve della Banca, con le sue operazioni ordinarie e, separatamente, le sue operazioni speciali.

2. In nessun caso alle risorse del capitale ordinario della Banca possono essere imputate perdite o accollate obbligazioni derivanti da operazioni speciali o altre attività per le quali erano stati originariamente usati o impegnati i Fondi Speciali.

3. Le spese derivanti direttamente dalle operazioni ordinarie devono essere imputate alle risorse del capitale ordinario della Banca. Le spese derivanti direttamente dalle operazioni speciali devono essere imputate alle risorse dei Fondi Speciali. Le imputazioni di ogni altra spesa devono essere effettuate secondo i criteri fissati dalla Banca, fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 1 dell'articolo 18 del presente Statuto.

Articolo 11

METODI DI OPERAZIONE

1. Per assicurare il raggiungimento del fine e l'adempimento delle funzioni specificate negli articoli 1 e 2 del presente Statuto la Banca opera nei seguenti modi:

(i) effettuando, anche insieme ad istituzioni multilaterali, banche commerciali e altre fonti finanziarie interessate, prestiti ad imprese private, ad imprese statali concorrenziali e avviate ad operare secondo i principi dell'economia di mercato, e ad imprese statali per facilitarne il passaggio alla proprietà e al controllo privato; in particolare per facilitare o aumentare la partecipazione di capitali privati e/o esteri in tali imprese;

(ii) (a) investendo in capitale azionario di imprese del settore privato;

(b) investendo in capitale azionario di imprese statali concorrenziali ed avviate ad operare secondo i principi dell'economia di mercato, e di imprese statali per facilitarne il passaggio alla proprietà ed al controllo privato; in particolare per facilitare o aumentare la partecipazione di capitali privati e/o esteri in tali imprese; e

(c) sottoscrivendo, laddove altri mezzi di finanziamento non siano appropriati, l'emissione di titoli da parte di imprese del settore privato o di quelle imprese statali di cui alla lettera (b) sopracitata per i fini menzionati in tale sottoparagrafo;

(iii) facilitando l'accesso ai mercati dei capitali, interni ed internazionali, da parte di imprese del settore privato o delle altre imprese di cui al sottoparagrafo (i) del presente paragrafo per i fini menzionati in tale sottoparagrafo, attraverso l'emissione di garanzie, laddove altri mezzi di finanziamento non siano appropriati, e attraverso consulenza finanziaria ed altre forme di assistenza;

(iv) utilizzando le risorse dei Fondi Speciali conformemente agli accordi che ne determinano le modalità di impiego; e

(v) effettuando prestiti o fornendo assistenza tecnica per la ricostruzione o lo sviluppo di infrastrutture, ivi compresi i programmi ambientali, necessarie per lo sviluppo del settore privato e la transizione verso forme di economia di mercato.

Ai fini del presente paragrafo, un'impresa statale non è considerata come operante in maniera concorrenziale se non opera autonomamente in un ambiente di mercato concorrenziale e non è soggetta alla legge fallimentare.

2. (i) Il Consiglio di Amministrazione sottopone a revisione almeno una volta all'anno le operazioni della Banca e la sua strategia di prestiti in ogni paese beneficiario, in modo da assicurare pienamente il perseguimento del fine e l'adempimento delle funzioni della Banca specificati negli articoli 1 e 2 del presente Statuto. Ogni decisione derivante da tale revisione è presa con una maggioranza di almeno due terzi degli amministratori che rappresentano almeno tre quarti del potere di voto totale dei membri.

(ii) Tale revisione ha per oggetto, tra l'altro, i progressi fatti da ogni paese beneficiario in tema di decentralizzazione, demonopolizzazione e privatizzazione nonchè le percentuali dei prestiti della Banca a favore delle imprese private, di quelle statali avviate ad operare secondo i principi dell'economia di mercato o in via di privatizzazione, per le infrastrutture, per l'assistenza tecnica e per altri fini.

3. (i) Il settore statale non può ricevere più del quaranta (40) per cento del totale degli impegni della Banca per prestiti, garanzie ed investimenti azionari, senza pregiudizio per le altre operazioni previste dal presente articolo. Tale limite percentuale è applicato inizialmente su un periodo complessivo di due (2) anni, a partire dalla data di inizio delle operazioni della Banca e così di seguito per ogni successivo anno finanziario.

(ii) Del totale degli impegni della Banca per prestiti, garanzie ed investimenti azionari a favore di un singolo paese, il settore statale non può ricevere più del quaranta (40) per cento su un periodo complessivo di cinque (5) anni, e senza pregiudizio per altre operazioni della Banca previste dal presente articolo.

(iii) Ai fini di questo paragrafo,

(a) il settore statale include l'amministrazione nazionale e quelle locali, le loro agenzie e le imprese da esse possedute o controllate;

(b) prestiti, garanzie o investimenti azionari in imprese statali che stiano attuando un programma per passare sotto proprietà e controllo privato, non sono considerati come effettuati a favore del settore statale;

(c) prestiti a intermediari finanziari per il successivo finanziamento del settore privato non sono considerati come effettuati a favore del settore statale.

Articolo 12

LIMITI ALLE OPERAZIONI ORDINARIE

1. L'ammontare totale dei prestiti, degli investimenti azionari e delle garanzie effettuate dalla Banca nell'ambito delle sue operazioni ordinarie, ed ancora in essere, non può essere aumentato se viene in tal modo superato il totale del capitale sottoscritto, delle riserve e delle eccedenze incluse nelle risorse del capitale ordinario.

2. L'ammontare di ogni investimento azionario non può normalmente superare quella percentuale del capitale azionario della impresa interessata, ritenuta appropriata, in via generale, dal Consiglio di Amministrazione. La Banca, attraverso tale investimento, non deve cercare di ottenere una posizione di controllo nell'impresa interessata e non può esercitare tale controllo nè assumere una responsabilità diretta nella gestione di una qualunque impresa nella quale ha investito tranne che nel caso di effettiva o temuta perdita di uno dei suoi investimenti, effettiva o temuta insolvenza dell'impresa nella quale tale investimento era stato effettuato, o in altra situazione che, a giudizio della Banca, possa mettere in pericolo tale investimento; in tale caso la Banca può prendere ogni iniziativa ed esercitare ogni diritto che appaia necessario per proteggere i propri interessi.

3. L'ammontare degli investimenti azionari erogati dalla Banca non può, in nessun momento, superare il totale del capitale sottoscritto e versato, delle eccedenze e della riserva generale.

4. La Banca non può emettere garanzie per crediti alle esportazioni nè effettuare attività di assicurazione.

Articolo 13

PRINCIPI OPERATIVI

La Banca opera in base ai seguenti principi:

(i) la Banca applica sani principi di gestione bancaria a tutte le sue operazioni;

(ii) le operazioni della Banca sono destinate al finanziamento di specifici progetti, tanto individuali che inseriti nel contesto di specifici programmi di investimento, e all'assistenza tecnica, in modo da perseguire il fine e adempiere alle funzioni specificati negli articoli 1 e 2 del presente Statuto;

(iii) la Banca non può finanziare alcuna impresa nel territorio di un paese che sia contrario a tale finanziamento;

(iv) la Banca farà in modo che nessun paese benefici di un ammontare sproporzionato di risorse;

(v) la Banca cercherà di mantenere una ragionevole diversificazione in tutti i suoi investimenti;

(vi) per poter ricevere un prestito, una garanzia o un investimento azionario, il richiedente deve presentare una proposta e il Presidente della Banca deve presentare al Consiglio d'Amministrazione un rapporto scritto relativo alla proposta, insieme alle sue raccomandazioni, sulla base di uno studio effettuato dall'amministrazione;

(vii) la Banca non può effettuare alcun finanziamento o operazione di altro genere nel caso in cui il richiedente possa ottenere sufficienti finanziamenti o servizi da altre fonti a condizioni considerate ragionevoli dalla Banca;

(viii) nell'effettuare o garantire un finanziamento, la Banca considererà attentamente la possibilità che il beneficiario e il garante, se esiste, siano in grado di rispettare gli obblighi derivanti dal contratto di finanziamento;

(ix) nel caso di prestito diretto della Banca, il beneficiario può effettuare tiraggi sul prestito solo a fronte di spese effettivamente sostenute;

(x) la Banca cercherà di riutilizzare i propri fondi vendendo i propri investimenti ad investitori privati, quando ciò sia possibile a condizioni soddisfacenti;

(xi) in caso di investimenti in imprese individuali, la Banca effettua i propri finanziamenti alle condizioni che considera appropriate, tenendo conto delle esigenze dell'impresa, dei rischi assunti dalla Banca e delle condizioni generalmente ottenute dagli investitori privati per finanziamenti simili;

(xii) la Banca non può porre alcuna restrizione sulle commesse di beni e servizi derivanti da prestiti, investimenti o altre forme di finanziamento effettuati come operazioni ordinarie o a valere sui Fondi Speciali della Banca e, in casi appropriati, deve condizionare i suoi prestiti ed altre operazioni all'effettuazione di gare internazionali d'appalto; e

(xiii) la Banca adotta le misure necessarie ad assicurare che ogni prestito effettuato o garantito dalla Banca, o in cui vi è una sua partecipazione, e ogni investimento azionario sia utilizzato solo per i fini per i quali è stato effettuato e prestando la dovuta attenzione alle considerazioni di economia e di efficienza.

Articolo 14

MODALITA' E CONDIZIONI PER I PRESTITI E LE GARANZIE

1. In caso di prestiti effettuati o garantiti dalla Banca, o in cui vi è una sua partecipazione, il contratto fissa le modalità e le condizioni per il prestito o la garanzia, ivi comprese quelle riguardanti il rimborso del capitale, il pagamento degli interessi e delle altre competenze, le spese, le scadenze e le date del rimborso del prestito o della garanzia. Nel fissare modalità e condizioni, la Banca deve tenere pienamente conto della necessità di proteggere il proprio reddito.

2. Nel caso in cui il beneficiario di un prestito o di una garanzia su un prestito non sia un membro della Banca, ma un'impresa statale di uno Stato membro, ove lo ritenga opportuno la Banca può chiedere al membro o ai membri nel cui territorio il progetto considerato deve essere realizzato, ovvero ad un'agenzia pubblica o ad altro ente strumentale di tale membro o membri accettabile alla Banca, di garantire il rimborso del capitale, il pagamento degli interessi e delle altre competenze del prestito conformemente alle condizioni di cui sopra. Nel decidere ciò la Banca deve tener presente le differenti politiche appropriate per le imprese pubbliche e per quelle statali nel processo di transizione verso proprietà e controllo privati. Il Consiglio di Amministrazione sottopone a

revisione annuale l'operato della Banca in tale campo, prestando la dovuta attenzione alla solvibilità finanziaria della Banca.

3. Il contratto di prestito o di garanzia deve specificare espressamente la divisa o le divise, compreso l'ECU, in cui devono essere effettuati i pagamenti alla Banca.

Articolo 15

COMMISSIONI E COMPETENZE

1. Oltre agli interessi la Banca applica una commissione sui prestiti effettuati, o in cui ha una partecipazione, nell'ambito delle operazioni ordinarie. Modalità e condizioni di tale commissione sono stabilite dal Consiglio di Amministrazione.

2. Nel garantire un prestito nell'ambito delle operazioni ordinarie o nel sottoscrivere la vendita di titoli, la Banca applica competenze, pagabili a tassi e scadenze stabiliti dal Consiglio di Amministrazione, ad opportuna copertura dei rischi assunti.

3. Il Consiglio di Amministrazione può fissare ogni altro onere sulle operazioni ordinarie della Banca ed ogni commissione, competenza o altro onere sulle operazioni speciali.

Articolo 16

RISERVA SPECIALE

1. Le commissioni e competenze della Banca ai sensi dell'articolo 15 del presente Statuto sono accantonate in una riserva speciale a fronte delle possibili perdite della Banca di cui all'articolo 17 del presente Statuto. La riserva speciale è mantenuta liquida, nelle forme stabilite dalla Banca.

2. Qualora il Consiglio di Amministrazione stabilisca che l'ammontare della riserva speciale è adeguato, lo stesso può decidere che la totalità o una parte della commissione o delle competenze di cui sopra vada da quel momento in poi ad accrescere il reddito della Banca.

Articolo 17

METODI PER FAR FRONTE ALLE PASSIVITA' DELLA BANCA

1. Per quanto riguarda le operazioni ordinarie della Banca, in caso di mancati o ritardati pagamenti su prestiti effettuati o garantiti dalla Banca, o in cui vi è una sua partecipazione, e in caso di perdite in operazioni di underwriting e in investimenti azionari, la Banca prenderà le decisioni che riterrà opportune. La Banca manterrà adeguate riserve a fronte di possibili perdite.

2. Le perdite derivanti dalle operazioni ordinarie della Banca sono imputate:

(i) primo, alle riserve di cui al paragrafo 1 del presente articolo;

(ii) secondo, all'utile netto;

(iii) terzo, alla riserva speciale di cui all'articolo 16 del presente Statuto;

(iv) quarto, alla riserva generale e alle eccedenze;

(v) quinto, al capitale versato; e

(vi) infine, ad un ammontare adeguato di capitale sottoscritto non richiamato che deve essere richiamato conformemente ai paragrafi 4 e 5 dell'articolo 6 del presente Statuto.

Articolo 18

FONDI SPECIALI

1. La Banca può accettare l'amministrazione di Fondi Speciali utili al raggiungimento del fine e che rientrano nelle sue funzioni. Il costo totale dell'amministrazione di ognuno di tali Fondi Speciali è imputato a quel Fondo Speciale.

2. I Fondi Speciali accettati in amministrazione dalla Banca possono essere utilizzati nei modi e alle condizioni compatibili con il fine e le funzioni della Banca, con le altre norme rilevanti del presente Statuto e con l'accordo o gli accordi relativi a tali Fondi.

3. La Banca deve adottare le regole necessarie per la creazione, l'amministrazione e l'utilizzo di ogni Fondo Speciale. Tali regole devono essere compatibili con le norme

del presente Statuto, ad eccezione di quelle norme la cui applicabilità è espressamente limitata alle sole operazioni ordinarie della Banca.

Articolo 19

RISORSE DEI FONDI SPECIALI

Il termine "risorse dei Fondi Speciali" si riferisce alle risorse di ogni Fondo Speciale e comprende:

(i) i fondi accettati in amministrazione dalla Banca ed inclusi in un Fondo Speciale;

(ii) i fondi derivanti dal rimborso di prestiti o garanzie, e le somme derivanti da investimenti azionari effettuati con risorse di un Fondo Speciale le quali, secondo le regole di tale Fondo Speciale, sono in questo versate; e

(iii) l'utile derivante dall'investimento delle risorse dei Fondi Speciali.

Capitolo IV

OPERAZIONI DI PROVVISTA E POTERI DIVERSI

Articolo 20

POTERI GENERALI

1. Oltre ai poteri altrove specificati nel presente Statuto, la Banca ha il potere di:

(i) prendere in prestito fondi nei paesi membri o altrove, sempre che:

(a) prima di effettuare una vendita di proprie obbligazioni nel territorio di un paese, la Banca abbia ottenuto l'approvazione di questo; e

(b) nel caso in cui le obbligazioni della Banca siano denominate nella divisa di un membro, la Banca abbia ottenuto l'approvazione di questo;

(ii) investire o depositare i fondi non necessari per le sue operazioni;

(iii) acquistare e vendere, nel mercato secondario, obbligazioni che la Banca ha emesso, garantito o nelle quali ha investito;

(iv) garantire obbligazioni nelle quali ha investito per facilitarne la vendita;

(v) sottoscrivere, o partecipare nella sottoscrizione di, obbligazioni emesse da un impresa per fini compatibili con il fine e le funzioni della Banca;

(vi) fornire consulenza tecnica ed assistenza utili al raggiungimento del proprio fine e che rientrano nell'adempimento delle proprie funzioni;

(vii) esercitare ogni altro potere ed adottare quelle regole che possono essere necessarie o appropriate per il perseguimento del proprio fine e l'adempimento delle proprie funzioni, compatibilmente con le norme del presente Statuto; e

(viii) concludere accordi di cooperazione con entità pubbliche o private.

2. Ogni obbligazione emessa o garantita dalla Banca deve portare una dicitura leggibile che chiarisca che non si tratta di un'obbligazione di un particolare Governo o membro, a meno che non si tratti proprio di un'obbligazione di un particolare Governo o membro, nel qual caso così deve essere dichiarato.

Capitolo V

DIVISE

Articolo 21

DETERMINAZIONE ED UTILIZZO DELLE DIVISE

1. Nei casi in cui, ai sensi del presente Statuto, sia necessario determinare se una divisa è pienamente convertibile ai fini del presente Statuto, tale determinazione è fatta dalla Banca, tenendo conto della necessità prioritaria di proteggere i propri interessi finanziari, dopo aver consultato, se necessario, il Fondo Monetario Internazionale.

2. I membri non possono imporre alcuna restrizione alla ricezione, alla detenzione, all'uso o al trasferimento da parte della Banca delle divise:

(i) (compreso l'ECU) ricevute dalla Banca in pagamento delle sottoscrizioni al suo capitale, conformemente all'articolo 6 del presente Statuto;

(ii) ottenute dalla Banca attraverso l'attività di provvista;

(iii) e delle altre risorse amministrate dalla Banca in quanto contributi ai Fondi Speciali;

(iv) ricevute dalla Banca quale rimborsi di capitale, pagamento di interessi, di dividendi o di altre obbligazioni derivanti da prestiti o investimenti, di proventi derivanti dalla liquidazione degli investimenti effettuati a valere sui fondi di cui ai sottoparagrafi da (i) a (iii) del presente paragrafo, o in pagamento di commissioni, competenze o altri oneri.

Capitolo VI

ORGANIZZAZIONE E DIREZIONE

Articolo 22

STRUTTURA

La Banca è costituita da un Consiglio dei Governatori, un Consiglio di Amministrazione, un Presidente, uno o più Vice Presidenti e un numero di funzionari e di impiegati considerato necessario.

Articolo 23

IL CONSIGLIO DEI GOVERNATORI: COMPOSIZIONE

1. Ogni membro è rappresentato nel Consiglio dei Governatori e deve nominare un Governatore ed un Vice Governatore. Ogni Governatore ed il suo Vice restano in carica a discrezione del membro che li nomina. Il Vice Governatore può votare solo in assenza del proprio Governatore. Ad ogni riunione annuale, il Consiglio elegge uno dei Governatori come Presidente; questi resta in carica fino all'elezione del Presidente successivo.

2. I Governatori ed i loro Vice prestano servizio senza essere remunerati dalla Banca.

Articolo 24

IL CONSIGLIO DEI GOVERNATORI: POTERI

1. Tutti i poteri della Banca spettano al Consiglio dei Governatori.

2. Il Consiglio dei Governatori può delegare al Consiglio di Amministrazione i propri poteri, eccetto quello di:

(i) ammettere nuovi membri e determinarne le condizioni di ammissione;

(ii) aumentare o ridurre il capitale autorizzato della Banca;

(iii) sospendere un membro;

(iv) decidere gli appelli contro le interpretazioni o le applicazioni del presente Statuto fatte dal Consiglio di Amministrazione;

(v) autorizzare la conclusione di accordi generali di cooperazione con altre organizzazioni internazionali;

(vi) eleggere gli Amministratori ed il Presidente della Banca;

(vii) fissare la remunerazione degli Amministratori e dei loro Vice nonchè lo stipendio e le altre condizioni contrattuali del Presidente;

(viii) approvare, dopo aver esaminato il rapporto dei revisori ufficiali, il bilancio e il conto profitti e perdite della Banca;

(ix) determinare le riserve e l'assegnazione e distribuzione dei profitti netti della Banca;

(x) modificare il presente Statuto;

(xi) decidere di porre fine alle operazioni della Banca e di distribuire le sue attività; e

(xii) esercitare gli altri poteri che nel presente Statuto sono espressamente conferiti al Consiglio dei Governatori.

3. Il Consiglio dei Governatori ha la prerogativa di esercitare i propri poteri su ogni questione delegata o conferita al Consiglio di Amministrazione ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, o altrove nel presente Statuto.

Articolo 25

IL CONSIGLIO DEI GOVERNATORI: PROCEDURA

1. Il Consiglio dei Governatori si riunisce annualmente e in ogni altra occasione su decisione del Consiglio stesso o su convocazione del Consiglio di Amministrazione. Il Consiglio dei Governatori si riunisce, su convocazione del Consiglio di Amministrazione, quando lo richiedano almeno cinque membri della Banca o un numero di membri che rappresenta almeno un quarto del potere di voto totale.

2. Il quorum richiesto per una riunione del Consiglio dei Governatori è di due terzi dei Governatori, purchè tale maggioranza rappresenti almeno due terzi del potere di voto totale.

3. Il Consiglio dei Governatori può stabilire con regolamento una procedura attraverso la quale il Consiglio di Amministrazione, quando lo ritiene opportuno, può chiedere il voto dei Governatori su una questione specifica senza convocare una riunione del Consiglio dei Governatori.

4. Il Consiglio dei Governatori, e il Consiglio di Amministrazione nei limiti in cui è autorizzato, possono adottare le regole e creare gli enti sussidiari necessari o opportuni per lo svolgimento dell'attività della Banca.

Articolo 26

IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE: COMPOSIZIONE

1. Il Consiglio di Amministrazione è composto da ventitre (23) membri che non possono essere membri del Consiglio dei Governatori, e di cui:

(i) undici (11) sono eletti dai Governatori che rappresentano la Repubblica Federale Tedesca, la Francia, l'Italia, il Regno Unito, la Spagna, il Belgio, l'Olanda, la Danimarca, la Grecia, il Portogallo, l'Irlanda, il Lussemburgo, la Comunità Economica Europea e la Banca Europea degli Investimenti; e

(ii) dodici (12) sono eletti dai Governatori che rappresentano gli altri membri, di cui:

a) quattro (4), dai Governatori che rappresentano i paesi elencati nell'allegato A del presente Statuto come paesi dell'Europa Centrale e Orientale possibili beneficiari della Banca;

b) quattro (4), dai Governatori che rappresentano i paesi elencati nell'allegato A del presente Statuto come altri paesi europei;

c) quattro (4), dai Governatori che rappresentano i paesi elencati nell'allegato A del presente Statuto come paesi non europei.

Gli Amministratori, oltre a rappresentare i membri dai cui Governatori sono stati eletti, possono rappresentare anche i membri che assegnano loro i propri voti.

2. Gli Amministratori devono essere persone altamente competenti in materia economica e finanziaria e vengono eletti secondo le procedure fissate nell'allegato B.

3. Per tener conto dei cambiamenti del numero dei membri della Banca, il Consiglio dei Governatori può aumentare, ridurre o modificare la composizione del Consiglio di Amministrazione con il voto favorevole di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno tre quarti del potere di voto totale dei membri. Senza pregiudizio per l'esercizio di questi poteri per le successive elezioni, il numero e la composizione del secondo Consiglio di Amministrazione sono quelli stabiliti al paragrafo 1 del presente articolo.

4. Ogni Amministratore nomina un Vice Amministratore con pieni poteri di agire in sua vece in caso di sua assenza. Gli Amministratori ed i loro Vice devono essere cittadini dei paesi membri. Nessun membro può essere rappresentato da più di un Amministratore. Un Vice Amministratore può prender parte alle riunioni del Consiglio di Amministrazione ma può votare solo quando agisce in sostituzione del proprio Amministratore.

5. Gli Amministratori restano in carica per un periodo di tre (3) anni e possono essere rieletti; tuttavia il primo Consiglio di Amministrazione è eletto dal Consiglio dei Governatori nel corso della riunione inaugurale e resta in carica fino alla riunione annuale del Consiglio dei Governatori immediatamente successiva o, qualora il Consiglio dei Governatori così decida in quella riunione annuale, fino alla riunione annuale ancora successiva. Gli Amministratori restano in carica fino a quando i loro successori non siano stati scelti e non abbiano assunto l'incarico. Se la carica di Amministratore resta vacante per più di centoottanta (180) giorni prima del termine del suo mandato, i Governatori che hanno eletto il precedente Amministratore devono scegliere un successore per il resto del mandato secondo le procedure fissate nell'allegato B. Per tale elezione è richiesta la maggioranza dei voti espressi dai Governatori interessati. Se la carica di Amministratore diviene vacante centoottanta (180) giorni o meno prima del termine del mandato, i Governatori che hanno

eletto il precedente Amministratore possono ugualmente scegliere un successore per il resto del mandato; in tale elezione è richiesta la maggioranza dei voti espressi dai Governatori interessati. Nel periodo di vacanza il Vice Amministratore o il precedente Amministratore possono esercitare le funzioni di Amministratore, tranne quella di nominare un Vice Amministratore.

Articolo 27

IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE: POTERI

Senza pregiudizio per i poteri del Consiglio dei Governatori di cui all'articolo 24 del presente Statuto, il Consiglio di amministrazione è responsabile della direzione delle operazioni generali della Banca e, a questo scopo, esercita, oltre ai poteri ad esso espressamente conferiti nel presente Statuto, tutti i poteri ad esso delegati dal Consiglio dei Governatori, ed in particolare:

(i) prepara i lavori del Consiglio dei Governatori;

(ii) sulla base delle direttive generali del Consiglio dei Governatori, stabilisce le politiche e prende le decisioni riguardanti prestiti, garanzie, investimenti azionari, operazioni di provvista della Banca, fornitura di assistenza tecnica ed altre operazioni della Banca;

(iii) sottomette all'approvazione del Consiglio dei Governatori in ciascuna riunione annuale i conti verificati per ciascun anno finanziario, e

(iv) approva il bilancio della Banca.

Articolo 28

IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE: PROCEDURA

1. Il Consiglio di Amministrazione di norma esercita le sue funzioni nella sede principale della Banca e si riunisce ogniqualvolta gli affari della Banca lo richiedano.

2. Il quorum per le riunioni del Consiglio di Amministrazione è costituito dalla maggioranza degli Amministratori che rappresentano almeno i due terzi del potere di voto totale dei membri.

3. Il Consiglio dei Governatori adotterà quelle norme che permettano ad un membro di inviare un proprio rappresentante, senza diritto di voto, ad una qualsiasi riunione del Consiglio di Amministrazione nella quale venga esaminato un problema che interessa particolarmente quel membro, qualora non vi sia alcun Amministratore della sua nazionalità.

Articolo 29

VOTAZIONE

1. Il potere di voto di ciascun membro è uguale al numero delle azioni sottoscritte nel capitale della Banca. Nell'eventualità che un membro non abbia pagato una parte dell'ammontare dovuto per le sue obbligazioni derivanti dalle azioni versate di cui all'articolo 6 del presente Statuto, e fintanto che continui in tale mancanza, tale membro non può esercitare quella percentuale di potere di voto che corrisponde alla percentuale dell'ammontare dovuto, ma non pagato, del totale delle azioni versate sottoscritte da quel membro nel capitale della Banca.

2. Nelle votazioni del Consiglio dei Governatori, ciascun Governatore ha diritto ad esprimere i voti del membro da esso rappresentato. Salvo esplicita disposizione contraria del presente Statuto, tutte le decisioni sono adottate a maggioranza semplice.

3. Nelle votazioni del Consiglio di Amministrazione ciascun Amministratore ha diritto ad esprimere il numero di voti cui hanno diritto i Governatori che lo hanno eletto e quelli che gli hanno assegnato i loro voti ai sensi della sezione D dell'allegato B. Un Amministratore che rappresenta più di un membro può esprimere separatamente i voti dei membri che rappresenta. Salvo che non sia altrimenti espressamente previsto nel presente Statuto e tranne che per le decisioni di politica generale, per le quali è necessaria una maggioranza di almeno due terzi del potere di voto totale dei membri votanti, tutte le decisioni sono adottate a maggioranza semplice

Articolo 30

IL PRESIDENTE

1. Il Consiglio dei Governatori elegge il Presidente della Banca a maggioranza assoluta. Il Presidente, quando è in carica, non può essere Governatore, nè Amministratore, nè Vice di uno dei due.

2. Il Presidente resta in carica quattro (4) anni. Può essere rieletto. Cessa comunque dalla sua carica per decisione del Consiglio dei Governatori da almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno due terzi del potere di voto totale dei membri. Se la carica di Presidente, per qualsiasi motivo, diventa vacante, il Consiglio dei Governatori, conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, elegge un successore per quattro (4) anni.

3. Il Presidente non ha diritto di voto, ma può esprimere un voto decisivo in caso di uguale divisione dei voti. Può partecipare alle riunioni del Consiglio dei Governatori e presiede le riunioni del Consiglio di Amministrazione.

4. Il Presidente è il rappresentante legale della Banca.

5. Il Presidente è il capo del personale della Banca. E' responsabile dell'organizzazione, della nomina e del licenziamento dei funzionari e degli impiegati conformemente alle norme adottate dal Consiglio di Amministrazione. Nel nominare funzionari ed impiegati, tenendo conto della assoluta importanza dell'efficienza e della competenza tecnica, presterà la dovuta attenzione affinchè il personale venga reclutato su un'ampia base geografica tra i membri della Banca.

6. Il Presidente conduce, sotto la direzione del Consiglio di Amministrazione, gli affari correnti della Banca.

Articolo 31

IL VICE PRESIDENTE

1. Uno o più Vice-Presidenti vengono nominati dal Consiglio di Amministrazione su proposta del Presidente. Il Consiglio di Amministrazione stabilisce la durata del loro mandato ed i poteri, nonchè le funzioni nell'ambito dell'amministrazione della Banca. In assenza o in caso di incapacità del Presidente, un Vice Presidente esercita i poteri e svolge le funzioni del Presidente.

2. Un Vice Presidente può partecipare alle riunioni del Consiglio di Amministrazione, ma non ha diritto di voto; può tuttavia esprimere un voto decisivo quando agisce in sostituzione del Presidente.

Articolo 32

CARATTERE INTERNAZIONALE DELLA BANCA

1. La Banca non può accettare l'amministrazione di Fondi Speciali o altri prestiti o assistenza che possano pregiudicare, deviare o altrimenti alterare il proprio fine o le proprie funzicni.

2. La Banca, il suo Presidente, il(i) Vice Presidente(i), i funzionari ed gli impiegati nel prendere una decisione possono considerare solo elementi pertinenti al fine, alle funzioni e alle operazioni della Banca, come esposte nel presente Statuto. Tali elementi sono soppesati equamente per perseguire il fine ed adempiere alle funzioni della Banca.

3. Il Presidente, il(i) Vice Presidente(i), i funzionari e gli impiegati della Banca, nell'esercizio delle loro funzioni, hanno doveri solo verso la Banca e non verso altre autorità. Ciascun membro della Banca rispetterà il carattere internazionale di tale funzione e si asterrà da tutti i tentativi di influenzare uno qualsiasi di essi nell'adempimento delle sue funzioni.

Articolo 33

UBICAZIONE DEGLI UFFICI

1. L'ufficio principale della Banca è situato a Londra.

2. La Banca può istituire agenzie o filiali nel territorio di ciascun membro della Banca.

Articolo 34

DEPOSITARI E CANALI DI COMUNICAZIONE

1. Ciascun membro designa la propria banca centrale, o altro istituto che può essere concordato con la Banca, come depositario della sua divisa e di altre attività della Banca.

2. Ciascun membro designa un ente ufficiale appropriato con il quale la Banca può comunicare in relazione a qualsiasi questicne connessa al presente Statuto.

Articolo 35

PUBBLICAZIONE DEI RAPPORTI E INFORMAZIONE

1. La Banca pubblica un rapporto annuale contenente un estratto conto verificato e, ad intervalli di non più di tre (3) mesi, viene diffusa tra i membri una relazione riassuntiva della posizione finanziaria ed un conto profitti e perdite che mostri i risultati delle sue operazioni. La contabilità finanziaria è tenuta in ECU.

2. La Banca riferisce annualmente sull'impatto ambientale delle proprie attività e può pubblicare ogni altro rapporto che ritiene utile per promuovere il proprio fine.

3. Copie di tutti i rapporti, discorsi e pubblicazioni, fatti ai sensi del presente articolo, sono distribuiti ai membri.

Articolo 36

STANZIAMENTO E DISTRIBUZIONE DEL REDDITO NETTO

1. Almeno una volta l'anno il Consiglio dei Governatori stabilisce quale parte del reddito netto della Banca, al netto degli accantonamenti per le riserve e, se necessario, per possibili perdite ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 17 del presente Statuto, viene stanziata alle eccedenze o per altri scopi e quale parte è eventualmente distribuita. Qualunque decisione circa lo stanziamento del reddito netto della Banca per altri scopi deve essere adottata con una maggioranza di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno due terzi del potere di voto totale dei membri. Nessuno stanziamento e nessuna distribuzione possono essere effettuati finchè la riserva generale non sia almeno pari al dieci (10) per cento del capitale autorizzato.

2. Qualsiasi distribuzione di cui al precedente paragrafo è fatta in proporzione al numero delle quote versate detenute da ciasun membro; nel calcolare tale numero sono presi in considerazione solo i pagamenti ricevuti in contanti e le "promissory-notes" incassate relativi a tali quote entro la fine dell'anno finanziario.

3. I pagamenti a ciascun membro sono effettuati nei modi stabiliti dal Consiglio dei Governatori. Non vi possono essere, da parte di nessun membro, restrizioni in merito a tali pagamenti ed al loro uso da parte di un membro.

Capitolo VII

RITIRO E SOSPENSIONE DEI MEMBRI: SOSPENSIONE TEMPORANEA E CESSAZIONE DELLE OPERAZIONI

Articolo 37

DIRITTO DEI MEMBRI DI RITIRARSI

1. Ciascun membro può ritirarsi dalla Banca in qualsiasi momento inviando alla Banca, presso la sua sede principale, una notifica scritta.

2. Il ritiro di un membro diviene effettivo, e la sua partecipazione cessa, alla data specificata nella notifica, ma in ogni caso non prima di sei (6) mesi dal momento in cui la notifica è stata ricevuta dalla Banca. Tuttavia, in qualsiasi momento prima che il ritiro diventi effettivo, il membro può notificare per iscritto la cancellazione della propria notifica relativa all'intenzione di ritirarsi.

Articolo 38

SOSPENSIONE DEI MEMBRI

1. Se un membro non adempie ad uno qualsiasi dei doveri verso la Banca, questa può sospendere detto membro con una decisione adottata da almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno due terzi del potere di voto totale dei membri. Il membro così sospeso cessa automaticamente di essere membro ad un anno dalla data della sua sospensione a meno che non ne venga decisa la reintegrazione con la stessa maggioranza necessaria alla sospensione.

2. Nel periodo di sospensione, un membro non può esercitare nessuno dei diritti previsti nel presente Statuto, fatto salvo il diritto di ritiro; rimane tuttavia soggetto a tutti i suoi doveri.

Articolo 39

REGOLAMENTO DEI CONTI CON GLI EX MEMBRI

1. Dopo la data in cui un membro cessa di essere tale, lo stesso rimane responsabile per le sue obbligazioni dirette verso la Banca e per quelle accessorie fino a quando rimane in essere una parte dei prestiti, degli investimenti azionari o delle garanzie contratti prima che cessasse di

essere membro; ma non incorre in passività relative a prestiti, investimenti e garanzie che la Banca abbia contratto successivamente, e non partecipa alle entrate nè contribuisce alle spese della Banca.

2. Quando un membro cessa di essere tale, la Banca predispone il riacquisto delle azioni di detto membro come parte dei regolamenti dei conti con tale membro conformemente alle disposizioni del presente Statuto. Per tale operazione, il prezzo di riacquisto delle azioni è pari al valore indicato dai libri della Banca alla data della cessazione della partecipazione, con il prezzo di acquisto originale di ciascuna azione quale valore massimo.

3. Il pagamento delle azioni riacquistate dalla Banca ai sensi del presente articolo è regolato dalle seguenti condizioni:

(i) qualsiasi somma dovuta all'ex-membro per le sue azioni è trattenuta fino a quando l'ex-membro, la sua banca centrale, una delle sue agenzie o ente strumentale rimangono in debito verso la Banca, in quanto beneficiari o garanti, e tale somma può essere utilizzata, a facoltà della Banca, a fronte di ognuna di tali obbligazioni giunta a scadenza. Nessuna somma può essere trattenuta a fronte delle obbligazioni del membro derivanti dalle azioni sottoscritte conformemente ai paragrafi 4, 5 e 7 dell'articolo 6 del presente Statuto. In ogni caso nessuna somma dovuta ad un membro per le sue azioni può essere pagata prima di sei (6) mesi dalla data in cui il membro cessa di essere tale;

(ii) i pagamenti per le azioni possono essere fatti di volta in volta, alla consegna di queste da parte dell'ex-membro, nella misura in cui la somma dovuta quale prezzo di riacquisto conformemente al paragrafo 2 del presente articolo eccede l'ammontare globale delle obbligazioni derivanti da prestiti, investimenti azionari e garanzie di cui al sottoparagrafo (i) del presente paragrafo, finchè l'ex-membro non abbia ricevuto il prezzo totale di riacquisto;

(iii) i pagamenti sono effettuati alle condizioni, nelle divise interamente convertibili, compreso l'ECU, e alle date stabilite dalla Banca; e

(iv) se la Banca subisce perdite in relazione a qualsiasi garanzia, partecipazione in prestiti o prestiti in essere alla data in cui il membro abbia cessato di essere tale, o se una perdita netta è subita dalla Banca su un investimento azionario detenuto in tale data e l'ammontare di tali perdite eccede l'ammontare delle riserve accantonate a fronte di perdite alla data in cui il membro cessa di essere

tale, l'ex-membro deve rimborsare, su richiesta, una somma pari all'ammontare del quale sarebbe stato ridotto il prezzo di riacquisto delle sue azioni se le perdite fossero state prese in considerazione al tempo della determinazione del prezzo di riacquisto. Inoltre, l'ex-membro rimane soggetto a qualsiasi richiesta per sottoscrizioni non pagate ai sensi del paragrafo 4 dell'articolo 6 del presente Statuto, nella misura in cui gli sarebbe stato richiesto di rispondere se si fosse verificata una svalutazione del capitale e la richiesta fosse stata fatta al tempo della determinazione del prezzo di riacquisto delle sue azioni.

4. Se la Banca cessa le proprie operazioni ai sensi dell'articolo 41 del presente Statuto entro sei (6) mesi dalla data in cui e cessata la partecipazione di un membro, tutti i diritti di tale ex-membro sono stabiliti ai sensi delle disposizioni degli articoli 41 e 43 del presente Statuto.

Articolo 40

SOSPENSIONE TEMPORANEA DELLE OPERAZIONI

In caso di emergenza, il Consiglio di Amministrazione può sospendere temporaneamente le operazioni relative a nuovi prestiti, garanzie, sottoscrizioni, assistenza tecnica ed investimenti azionari in attesa di un ulteriore esame ed azione da parte del Consiglio dei Governatori.

Articolo 41

CESSAZIONE DELLE OPERAZIONI

La Banca può cessare le operazioni con una decisione adottata da almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno tre quarti del potere di voto totale dei membri. Dopo tale cessazione la Banca pone fine immediatamente a tutte le attività, salvo quelle inerenti all'ordinata liquidazione, conservazione e tutela delle proprie attività e regolamento delle proprie obbligazioni.

Articolo 42

RESPONSABILITA' DEI MEMBRI E PAGAMENTO DEI DEBITI

1. Nell'eventualità della cessazione delle operazioni della Banca, la responsabilità di tutti i membri per la parte non richiamata del capitale sottoscritto della Banca continua fino a quando tutte le richieste dei creditori, inclusi gli eventuali debiti, non sono state soddisfatte.

2. Coloro che vantano crediti diretti derivanti dalle operazioni ordinarie della Banca sono pagati innanzitutto a valere sulle attività della Banca, quindi a valere sui pagamenti da effettuare a favore della Banca in relazione alle azioni versate e non ancora pagate ed infine a valere sui pagamenti da effettuare a favore della Banca in relazione al capitale sottoscritto e non versato. Prima di effettuare qualsiasi pagamento a favore di coloro che vantano crediti diretti, il Consiglio di Amministrazione adotterà le misure a suo giudizio necessarie per assicurare una distribuzione pro rata tra coloro che vantano crediti diretti e coloro che vantano crediti contingenti.

Articolo 43

DISTRIBUZIONE DELLE ATTIVITA'

1. Ai sensi del presente capitolo nessuna distribuzione delle attività può essere fatta a favore dei membri a fronte delle loro sottoscrizioni al capitale della Banca fino a quando:

(i) tutti i debiti verso i creditori non siano stati saldati o presi in conto; e

(ii) il Consiglio dei Governatori non decida in tal senso con il voto di almeno due terzi dei Governatori che rappresentano almeno tre quarti del potere di voto totale dei membri.

2. Qualsiasi distribuzione delle attività della Banca a favore dei membri è fatta in proporzione al capitale detenuto da ciascun membro e nei tempi e alle condizioni che la Banca ritiene giuste ed eque. Le quote delle attività distribuite non devono necessariamente essere uniformi per ogni genere di attività. Nessun membro ha diritto a ricevere la sua quota in tale distribuzione di attività finchè non ha saldato tutte le sue obbligazioni verso la Banca.

3. Qualsiasi membro, nel ricevere le attività distribuite in base al presente articolo, gode su tali attività degli stessi diritti che aveva la Banca prima della loro distribuzione.

Capitolo VIII

STATUS, IMMUNITA', PRIVILEGI ED ESENZIONI

Articolo 44

SCOPI DEL CAPITOLO

Affinché la Banca possa perseguire il proprio fine ed adempiere alle funzioni a lei affidate, le vengono attribuite, nel territorio di ciascun stato membro, lo status, le immunità, i privilegi e le esenzioni stabiliti nel presente capitolo.

Articolo 45

STATUS DELLA BANCA

La Banca ha piena personalità giuridica e, in particolare, piena capacità legale di:

(i) stipulare contratti;

(ii) acquistare e disporre di proprietà immobili e mobili; e

(iii) instaurare procedimenti legali.

Articolo 46

POSIZIONE DELLA BANCA RISPETTO AI PROCEDIMENTI GIUDIZIARI

Un'azione legale può essere intentata contro la Banca solo davanti ad un tribunale competente per giurisdizione nel territorio di un paese ove la Banca possieda un ufficio, abbia nominato un agente incaricato di ricevere citazioni o ordini di comparizione o abbia emesso o garantito titoli. In nessun caso l'azione può essere intentata da membri o da persone che agiscono per un membro o vantano rivendicazioni da esso. Le proprietà e le attività della Banca, ovunque aventi sede e quali ne siano i detentori, sono immuni da ogni forma di sequestro, confisca o esecuzione forzata prima della pronuncia di una sentenza definitiva contro la Banca.

Articolo 47

IMMUNITA' DELLE ATTIVITA' DA RESTRIZIONI

Le proprietà e le attività della Banca, ovunque aventi sede e quali ne siano i detentori, sono immuni da perquisizioni, sequestri, confische, espropri o da ogni altra forma di pignoramento o di presa di possesso forzato ordinato dal potere esecutivo o legislativo.

Articolo 48

IMMUNITA' DEGLI ARCHIVI

Gli archivi della Banca e, in generale, tutti i documenti ad essa appartenenti, o da essa detenuti, sono inviolabili.

Articolo 49

LIBERTA' DELLE ATTIVITA' DA RESTRIZIONI

Nella misura necessaria per perseguire il fine ed adempiere alle funzioni della Banca, e fatte salve le disposizioni del presente Statuto, tutte le proprietà e le attività della Banca devono essere libere da restrizioni, regolamenti, controlli e moratorie di qualsiasi natura.

Articolo 50

PRIVILEGI PER LE COMUNICAZIONI

Alle comunicazioni ufficiali della Banca deve essere accordato da ciascun membro il medesimo trattamento che esso accorda alle comunicazioni ufficiali di qualsiasi altro membro.

Articolo 51

IMMUNITA' DEI FUNZIONARI E DEGLI IMPIEGATI

Tutti i Governatori, i Vice Governatori, gli Amministratori, i Vice Amministratori, i funzionari e gli impiegati della Banca e gli esperti che stiano svolgendo missioni per la stessa, sono immuni da azioni legali relative ad atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni, ad eccezione dei casi in cui la Banca rinunci a tale immunità, e godono dell'inviolabilità di tutte le loro carte e documenti ufficiali. Tale immunità, tuttavia, non riguarda la responsabilità civile in caso di danno derivante da un incidente stradale causato da chiunque di tali Governatori, Vice Governatori, Amministratori, Vice Amministratori, funzionari, impiegati o esperti.

Articolo 52

PRIVILEGI DEI FUNZIONARI E DEGLI IMPIEGATI

1. A tutti i Governatori, Vice Governatori, Amministratori, Vice Amministratori, funzionari ed impiegati della Banca e agli esperti che stiano svolgendo missioni per la stessa:

(i) ove non siano cittadini locali, devono essere accordate le immunità da restrizioni per l'immigrazione, da obblighi relativi alla registrazione degli stranieri e da obblighi di servizio militare, e le facilitazioni relative alle norme sui cambi, in misura non meno favorevole di quelle accordate dai membri ai rappresentanti, funzionari e impiegati di grado equivalente di qualsiasi altro membro; e

(ii) per le facilitazioni di viaggio deve essere garantito lo stesso trattamento accordato dai membri ai rappresentanti, funzionari e impiegati di grado equivalente di qualsiasi altro membro.

2. Ai coniugi e ai diretti congiunti degli Amministratori, Vice Amministratori, funzionari, impiegati ed esperti della Banca che siano residenti nel paese in cui si trova la sede principale della Banca deve essere concessa la possibilità di impiego in tale paese. Ai coniugi e ai diretti congiunti degli Amministratori, Vice Amministratori, funzionari, impiegati ed esperti della Banca che siano residenti nel paese in cui si trova una agenzia o un ufficio distaccato della Banca, ove possibile, e compatibilmente con la legge nazionale del paese, deve essere concessa una simile

possibilità. Specifici accordi devono essere stipulati con il paese in cui si trova la sede principale della Banca e, se del caso, con gli altri paesi interessati, per attuare le norme del presente paragrafo.

ARTICOLO 53

ESENZIONE DALLE IMPOSTE

1. Nella sfera delle attività ufficiali la Banca, con i suoi beni, il patrimonio e il reddito è esente da qualsiasi imposta diretta.

2. Quando gli acquisti o i servizi di notevole valore necessari per l'esercizio delle attività ufficiali della Banca vengono effettuati o usati dalla Banca e quando il prezzo di tali acquisti o servizi comprende imposte o dazi, il membro che ha percepito le imposte o i dazi deve adottare le misure appropriate per garantirne l'esenzione se tali imposte o dazi sono identificabili, o provvedere al loro rimborso.

3. I beni importati dalla Banca e necessari per l'esercizio delle sue attività ufficiali sono esenti da qualsiasi imposta e dazio d'importazione e da qualsiasi restrizione e divieto d'importazione. Parimenti, i beni esportati dalla Banca e necessari per l'esercizio delle sue attività ufficiali sono esenti da qualsiasi imposta e dazio d'esportazione e da qualsiasi restrizione e divieto d'esportazione.

4. I beni acquistati o importati ed esentati ai sensi del presente articolo non possono essere venduti, noleggiati, prestati o distribuiti dietro pagamento o a titolo gratuito se non conformemente con le condizioni stabilite dai membri che hanno accordato le esenzioni o i rimborsi.

5. Le clausole del presente articolo non si applicano alle imposte o ai dazi che abbiano valore di corrispettivo per servizi pubblici.

6. Gli Amministratori, i Vice Amministratori, i funzionari e gli impiegati della Banca sono assoggettati ad una imposta interna, a beneficio della Banca, sui salari e gli emolumenti pagati dalla Banca stessa, alle condizioni stabilite e secondo le norme adottate dal Consiglio dei Governatori entro un anno dalla data di entrata in vigore del presente Statuto. Dalla data in cui tale imposta viene applicata, i salari e gli emolumenti sono esenti dalla imposta nazionale sul reddito. I membri comunque possono

tener conto degli stipendi e degli emolumenti esenti quando valutano l'ammontare delle imposte da applicare al reddito derivante di altre fonti.

7. Malgrado le disposizioni del paragrafo 6 del presente articolo, un membro può depositare, insieme al suo atto di ratifica, accettazione o approvazione, la dichiarazione che intende mantenere per sé, per le sue suddivisioni politiche o per le sue autorità locali il diritto di tassare stipendi ed emolumenti pagati dalla Banca ai cittadini o connazionali di tale paese membro. La Banca è esente da qualsiasi obbligo circa il pagamento, la ritenuta o l'esazione di tali imposte. La Banca non effettua alcun rimborso per tali imposte.

8. Il paragrafo 6 del presente articolo non si applica alle pensioni e alle rendite pagate dalla Banca.

9. Sulle obbligazioni o sui titoli emessi dalla Banca, ivi compresi i dividendi o gli interessi che ne derivano, e quale che ne sia il detentore, non può essere percepita alcuna imposta:

(i) che sia discriminatoria nei confronti di tali obbligazioni o titoli solo per il fatto che sono emessi dalla Banca, ovvero

(ii) la cui sola base giuridica sia il luogo o la divisa di emissione, di regolamento o di pagamento, oppure l'ubicazione di un ufficio o luogo di lavoro della Banca.

10. Sulle obbligazioni o titoli garantiti dalla Banca, ivi compresi i dividendi o gli interessi che ne derivano, e quale che ne sia il detentore, non può essere percepita alcuna imposta:

(i) che sia discriminatoria nei confronti di tali obbligazioni o titoli solo per il fatto che la garanzia è concessa dalla Banca, ovvero

(ii) la cui sola base giuridica sia l'ubicazione di un ufficio o luogo di lavoro della Banca.

Articolo 54

APPLICAZIONE DELLE NORME DEL PRESENTE CAPITOLO

Ciascun membro adotterà prontamente quei provvedimenti necessari per applicare le disposizioni di questo capitolo ed informerà la Banca in dettaglio delle misure adottate.

Articolo 55

RINUNZIA AD IMMUNITA', PRIVILEGI ED ESENZIONI

Le immunità, i privilegi e le esenzioni previsti nel presente capitolo sono accordati nell'interesse della Banca. Il Consiglio di Amministrazione può rinunciare, nella misura e alle condizioni che vorrà stabilire, alle immunità, ai privilegi ed alle esenzioni previsti nel presente capitolo quando tale azione sarebbe, a suo avviso, conforme agli interessi della Banca. Il Presidente ha il diritto ed il dovere di rinunciare ad immunità, privilegi o esenzioni relativi a qualsiasi funzionario ed impiegato della Banca o a qualsiasi esperto che svolga una missione per la Banca, con l'esclusione del Presidente e del Vice Presidente, quando, a suo avviso, l'immunità, il privilegio o l'esenzione impediscano il corso della giustizia e quando ad essi si possa rinunciare senza pregiudizio per gli interessi della Banca. In simili circostanze ed alle stesse condizioni, il Consiglio di Amministrazione ha il diritto ed il dovere di rinunciare a immunità, privilegi o esenzioni relativi al Presidente o al Vice Presidente.

Capitolo IX

EMENDAMENTI, INTERPRETAZIONE E ARBITRATO

Articolo 56

EMENDAMENTI

1. Ogni proposta di emendare il presente Statuto, da parte di un membro, di un Governatore o del Consiglio di Amministrazione, deve essere comunicata al Presidente del Consiglio dei Governatori che sottopone la proposta all'esame del Consiglio. Se l'emendamento proposto è approvato dal Consiglio, la Banca, utilizzando un mezzo di comunicazione rapido, deve chiedere a tutti i membri se accettano l'emendamento proposto. Quando almeno tre quarti dei membri (compresi almeno due paesi dell'Europa Centrale e Orientale elencati nell'allegato A) che rappresentano almeno quattro quinti del potere di voto totale dei membri hanno accettato l'emendamento proposto, la Banca ne dà attestazione mediante comunicazione formale indirizzata a tutti i membri.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo:

(i) è necessario l'accordo di tutti i membri per qualsiasi emendamento che modifichi:

(a) il diritto a ritirarsi dalla Banca;

(b) i diritti relativi all'acquisto di quote di capitale, ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 5 del presente Statuto;

(c) le limitazioni della responsabilità ai sensi del paragrafo 7 dell'articolo 5 del presente Statuto; e

(d) il fine e le funzioni della Banca definiti negli articoli 1 e 2 del presente Statuto;

(ii) è necessario l'accordo di almeno tre quarti dei membri che rappresentano almeno l'ottantacinque (85) per cento del potere di voto totale dei membri per qualsiasi emendamento che modifichi il paragrafo 4 dell'articolo 8 del presente Statuto.

Quando si sono verificate tutte le condizioni necessarie per accettare l'emendamento proposto, la Banca ne dà attestazione mediante comunicazione formale indirizzata a tutti i membri.

3. Gli emendamenti entrano in vigore per tutti i membri tre (3) mesi dalla data della comunicazione formale di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo.

Articolo 57

INTERPRETAZIONE ED APPLICAZIONE

1. Qualsiasi questione di interpretazione o applicazione delle disposizioni del presente Statuto, che sorga tra un membro e la Banca o tra i membri della Banca, è sottoposta alla decisione. Un membro che sia particolarmente coinvolto in una questione all'esame del Consiglio di Amministrazione ha il diritto di essere rappresentato direttamente nella riunione in cui la questione viene esaminata se in quel Consiglio non c'è nessun Amministratore della sua nazionalità. Il rappresentante di tale membro non ha, comunque, potere di voto. Tale diritto di essere rappresentati è regolamentato dal Consiglio dei Governatori.

2. In qualsiasi caso in cui il Consiglio di Amministrazione abbia preso una decisione ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, qualsiasi membro può chiedere che la questione venga sottoposta all'esame del Consiglio dei Governatori, la cui decisione è inappellabile. In pendenza di tale decisione, la Banca può, se lo ritiene necessario, agire sulla base della decisione del Consiglio di Amministrazione.

Articolo 58

ARBITRATO

In caso di controversia insorta tra la Banca ed un membro che abbia cessato di essere tale, o tra la Banca ed un qualsiasi membro dopo che sia stata decisa la cessazione delle operazioni della Banca, tale controversia è sottoposta all'arbitrato di un tribunale composto da tre (3) arbitri, di cui uno nominato dalla Banca, uno dal membro o ex-membro interessato e il terzo, a meno che le parti non stabiliscano diversamente, dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, o da altra autorità indicata nei regolamenti adottati dal Consiglio dei Governatori. Un voto a maggioranza degli arbitri è sufficiente per una decisione inappellabile e vincolante per le parti. Il terzo arbitro ha pieno potere di decidere su tutte le questioni procedurali in qualunque caso vi sia disaccordo tra le parti a tale proposito.

Articolo 59

PRESUNZIONE DI APPROVAZIONE

Ogniqualvolta sia richiesta l'approvazione di un qualsiasi membro prima che un atto possa essere eseguito dalla Banca, ad eccezione di quanto stabilito all'articolo 56 del presente Statuto, si presume che l'accettazione sia stata data a meno che il membro presenti un'obiezione entro un periodo di tempo ragionevole fissato dalla Banca nel notificare al membro l'atto proposto.

Capitolo X

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 60

FIRMA E DEPOSITO

1. Il presente Statuto è depositato presso il Governo della Repubblica Francese (in seguito denominato "il Depositario") e rimane aperto alla firma dei membri elencati nell'allegato A del presente Statuto fino al 31 dicembre 1990.

2. Il Depositario trasmette copie autenticate del presente Statuto a tutti i Firmatari.

Articolo 61

RATIFICA, ACCETTAZIONE O APPROVAZIONE

1. Il presente Statuto è soggetto a ratifica, accettazione o approvazione dei Firmatari. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione devono essere depositati presso il Depositario entro il 31 marzo 1991, salvo quanto disposto dal paragrafo 2 del presente articolo. Il Depositario notifica agli altri Firmatari ciascun deposito e la sua data.

2. Ogni Firmatario diviene parte del presente Accordo mediante il deposito di uno strumento di ratifica, accettazione o approvazione fino ad un anno dalla entrata in vigore di questo o, se necessario, fino alla data ulteriore stabilita dalla maggioranza dei Governatori che rappresentano la maggioranza del potere totale di voto dei membri.

3. Il Firmatario, che ha depositato lo strumento di cui al paragrafo 1 del presente articolo prima della data in cui il presente Statuto entra in vigore, diventa membro della Banca in quella data. Ogni altro Firmatario che adempie alle disposizioni del precedente paragrafo diventa membro della Banca alla data in cui il suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione viene depositato.

Articolo 62

ENTRATA IN VIGORE

1. Il presente Statuto entra in vigore al momento del deposito degli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione da parte dei Firmatari le cui sottoscrizioni iniziali di cui all'allegato A rappresentano nel loro insieme almeno due terzi del totale delle sottoscrizioni, ivi compresi almeno 2 paesi dell'Europa Centrale e Orientale elencati nell'allegato A.

2. Se il presente Statuto non è entrato in vigore entro il 31 marzo 1991, il Depositario può convocare una conferenza dei futuri membri interessati per stabilire le azioni future e decidere una nuova data entro la quale gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione dovranno essere depositati.

Articolo 63

RIUNIONE INAUGURALE E INIZIO DELLE OPERAZIONI

1. Non appena il presente Statuto entra in vigore, ai sensi dell'articolo 62 del presente Statuto, ciascun membro deve nominare un Governatore. Il Depositario deve convocare la prima riunione del Consiglio dei Governatori entro 60 giorni dall'entrata in vigore del presente Statuto ai sensi dell'articolo 62 o al più presto dopo tale data.

2. Nel corso della sua prima riunione, il Consiglio dei Governatori:

(i) eleggerà il Presidente;

(ii) eleggerà gli Amministratori della Banca secondo quanto enunciato nell'articolo 26 del presente Statuto;

(iii) adotterà i provvedimenti necessari per stabilire la data dell'inizio delle operazioni della Banca;

(iv) adotterà tutte quelle misure che riterrà necessarie per preparare l'inizio delle operazioni della Banca.

3. La Banca notificherà ai suoi membri la data dell'inizio delle operazioni.

Fatto a Parigi il 29 maggio 1990 in un unico originale, le cui versioni in lingua inglese, francese, tedesca e russa sono egualmente autentiche; tale originale è depositato negli archivi del Depositario che ne trasmette una copia certificata a ciascuno dei futuri membri elencati nell'allegato A.

ALLEGATO A

Sottoscrizioni iniziali al capitale autorizzato per i futuri membri che possono diventare tali in conformità con l'articolo 61.

		Azioni	Capitale sottoscritto milioni di ECU
A -	Comunità Europee		
a)	Belgio	22800	228,00
	Danimarca	12000	120,00
	Francia	85175	851,75
	Repubblica Federale Tedesca	85175	851,75
	Grecia	6500	65,00
	Irlanda	3000	30,00
	Italia	85175	851,75
	Lussemburgo	2000	20,00
	Olanda	24800	248,00
	Portogallo	4200	42,00
	Spagna	34000	340,00
	Regno Unito	85175	851,75
b)	Comunità Economica Europea	30000	300,00
	Banca Europea per gli Investimenti	30000	300,00
B -	Altri paesi europei		
	Austria	22800	228,00
	Cipro	1000	10,00
	Finlandia	12500	125,00
	Islanda	1000	10,00
	Israele	6500	65,00
	Liechtenstein	200	2,00
	Malta	100	1,00
	Norvegia	12500	125,00
	Svezia	22800	228,00
	Svizzera	22800	228,00
	Turchia	11500	115,00
C -	Paesi beneficiari		
	Bulgaria	7900	79,00
	Cecoslovacchia	12800	128,00
	Repubblica Democratica Tedesca	15500	155,00
	Ungheria	7900	79,00
	Polonia	12800	128,00
	Romania	4800	48,00
	Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche	60000	600,00
	Jugoslavia	12800	128,00

D - Paesi non europei		
Australia	10000	100,00
Canada	34000	340,00
Egitto	1000	10,00
Giappone	85175	851,75
Messico	3000	30,00
Marocco	1000	10,00
Nuova Zelanda	1000	10,00
Repubblica di Corea	6500	65,00
Stati Uniti d'America	100000	1000,00
E - Azioni non distribuite	125	1,25
Totale	1000000	10000,00

(*) I futuri membri sono elencati sotto le suddette categorie esclusivamente ai fini del presente Statuto. I paesi beneficiari sono rimandati in altre parti del presente Statuto come Paesi dell'Europa Centrale e Orientale.

ALLEGATO B

Sezione A - Elezione degli Amministratori da parte dei Governatori che rappresentano Belgio, Danimarca, Francia, Repubblica Federale Tedesca, Grecia, Irlanda, Italia, Lussemburgo, Olanda, Portogallo, Spagna, Regno Unito, la Comunità Economica Europea e la Banca Europea per gli Investimenti (in seguito indicati come Governatori della sezione A).

1. Le clausole disposte nella presente sezione si applicano esclusivamente alla presente sezione.

2. I candidati per l'incarico di Amministratore sono proposti dai Governatori della sezione A, potendo ogni Governatore proporre soltanto un candidato. L'elezione degli Amministratori da parte dei Governatori della sezione A avviene tramite scrutinio.

3. Ogni Governatore avente diritto a votare assegna ad un candidato tutti i voti di cui il membro che lo ha nominato dispone ai sensi dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 29 del presente Statuto.

4. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, gli undici (11) candidati che hanno ricevuto il più alto numero di voti sono eletti Amministratori; tuttavia nessun candidato è considerato eletto se ha ottenuto meno del quattro e mezzo (4,5) per cento del totale dei voti che possono essere assegnati nella sezione A.

5. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se non tutti gli undici (11) Amministratori sono eletti al primo scrutinio, si procede ad un secondo scrutinio in cui, a meno che non ci siano più di undici (11) candidati, il candidato che aveva ottenuto il minor numero di voti nel primo scrutinio è ineleggibile, e in cui possono votare solamente:

a) quei Governatori che hanno votato nel primo scrutinio per un candidato non eletto; e

b) quei Governatori i cui voti per un candidato eletto si ritiene a norma dei paragrafi 6 e 7 della presente sezione abbiano aumentato i voti dati a quel candidato oltre il cinque e mezzo (5,5) per cento dei voti eleggibili.

6. Nel determinare se i voti dati da un Governatore abbiano aumentato il totale ricevuto da un candidato oltre il cinque e mezzo (5,5) per cento dei voti eleggibili, si ritiene che il cinque e mezzo (5,5) per cento includa innanzitutto i voti del Governatore che ha assegnato il maggior numero di

voti a quel candidato, quindi i voti del Governatore che abbia assegnato il successivo maggior numero di voti e così via, fino a quando non viene raggiunto il cinque e mezzo (5,5) per cento.

7. Si ritiene che ogni Governatore, la cui parte dei voti deve essere calcolata allo scopo di aumentare il totale dei voti dati ad un candidato oltre il quattro e mezzo (4,5) per cento, abbia dato tutti i suoi voti a tale candidato, anche se in tal modo i voti complessivi per tale candidato superano il cinque e mezzo (5,5) per cento. Tale Governatore non può votare in un successivo scrutinio.

8. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se, dopo il secondo scrutinio non tutti gli undici (11) Amministratori sono eletti, si tengono ulteriori scrutini in conformità con i principi e le procedure stabiliti nella presente sezione, fino a quando non sono stati eletti undici (11) Amministratori; tuttavia se ad un certo punto dieci (10) Amministratori risultano eletti, malgrado le disposizioni del paragrafo 4 della presente sezione, l'undicesimo può essere eletto a maggioranza semplice dei voti restanti.

9. In caso di aumento o diminuzione del numero di Amministratori che devono essere eletti dai Governatori della sezione A, le percentuali minime e massime specificate nei paragrafi 4, 5, 6 e 7 della presente sezione devono essere adeguate dal Consiglio dei Governatori.

10. Fintanto che un Firmatario o un gruppo di Firmatari, la cui quota del capitale totale sottoscritto stabilita nell'allegato A del presente Statuto sia maggiore del due virgola quattro (2,4) per cento, non abbia depositato il proprio atto di ratifica, approvazione o accettazione, non si procede all'elezione di un Amministratore per ognuno di tali Firmatari o gruppi di Firmatari. Il Governatore o i Governatori che rappresentano tale Firmatario o gruppo di Firmatari elegge un Amministratore per ogni Firmatario o gruppo di Firmatari, immediatamente dopo che il Firmatario o il gruppo di Firmatari siano diventati membri. Qualora l'elezione abbia luogo mentre il primo Consiglio di Amministrazione è in carica, si ritiene che tale Amministratore sia stato eletto dal Consiglio dei Governatori nel corso dell'assemblea inaugurale, ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 26 del presente Statuto.

Sezione B - Elezione degli Amministratori da parte dei Governatori che rappresentano altri paesi

Sezione B (i): Elezione degli Amministratori da parte dei Governatori che rappresentano i paesi elencati nell'allegato A come paesi dell'Europa Centrale e Orientale (paesi beneficiari) (in seguito indicati come Governatori della sezione B (i))

1. Le clausole disposte nella presente sezione si applicano esclusivamente alla presente sezione.

2. I candidati per l'incarico di Amministratore sono proposti dai Governatori della sezione B (i), potendo ogni Governatore proporre soltanto un candidato. L'elezione degli Amministratori da parte dei Governatori della sezione B (i) avviene tramite scrutinio.

3. Ogni Governatore avente diritto a votare assegna ad un candidato tutti i voti di cui il membro che lo ha nominato dispone ai sensi dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 29 del presente Statuto.

4. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, i quattro (4) candidati che hanno ricevuto il più alto numero di voti sono eletti Amministratori; tuttavia nessun candidato è considerato eletto se ha ottenuto meno del dodici (12) per cento del totale dei voti che possono essere assegnati nella sezione B (i).

5. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se non tutti i quattro (4) Amministratori sono eletti al primo scrutinio, si procede ad un secondo scrutinio in cui, a meno che non ci siano più di quattro (4) candidati, il candidato che aveva ottenuto il minor numero di voti nel primo scrutinio è ineleggibile, e in cui possono votare solamente:

a) quei Governatori che hanno votato nel primo scrutinio per un candidato non eletto; e

b) quei Governatori i cui voti per un candidato eletto si ritiene a norma dei paragrafi 6 e 7 della presente sezione abbiano aumentato i voti dati a quel candidato oltre il tredici (13) per cento dei voti eleggibili.

6. Nel determinare se i voti dati da un Governatore abbiano aumentato il totale ricevuto da un candidato oltre il tredici (13) per cento dei voti eleggibili, si ritiene che il tredici (13) per cento includa innanzitutto i voti del Governatore che ha assegnato il maggior numero di voti a quel candidato, quindi i voti del Governatore che abbia assegnato il successivo maggior numero di voti e così via, fino a quando non viene raggiunto il tredici (13) per cento.

7. Si ritiene che ogni Governatore, la cui parte dei voti deve essere calcolata allo scopo di aumentare il totale dei voti dati ad un candidato oltre il dodici (12) per cento, abbia dato tutti i suoi voti a tale candidato, anche se in tal modo i voti complessivi per tale candidato superano il tredici (13) per cento. Tale Governatore non può votare in un successivo scrutinio.

8. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se, dopo il secondo scrutinio non tutti i

quattro (4) Amministratori sono eletti, si tengono ulteriori scrutini in conformità con i principi e le procedure stabiliti nella presente sezione, fino a quando non sono stati eletti quattro (4) Amministratori; tuttavia se ad un certo punto tre (3) Amministratori risultano eletti, malgrado le disposizioni del paragrafo 4 della presente sezione, il quarto può essere eletto a maggioranza semplice dei voti restanti.

9. In caso di aumento o diminuzione del numero di Amministratori che devono essere eletti dai Governatori della sezione B (i), le percentuali minime e massime specificate nei paragrafi 4, 5, 6 e 7 della presente sezione dovranno essere adeguate dal Consiglio dei Governatori.

10. Fintanto che un Firmatario o un gruppo di Firmatari, la cui quota del capitale totale sottoscritto stabilita nell'allegato A del presente Statuto sia maggiore del due virgola otto (2,8) per cento, non abbia depositato il proprio atto di ratifica, approvazione o accettazione, non si procede all'elezione di un Amministratore per ognuno di tali Firmatari o gruppi di Firmatari. Il Governatore o i Governatori che rappresentano tale Firmatario o gruppo di Firmatari elegge un Amministratore per ogni Firmatario o gruppo di Firmatari, immediatamente dopo che il Firmatario o il gruppo di Firmatari siano diventati membri. Qualora l'elezione abbia luogo mentre il primo Consiglio di Amministrazione è in carica, si ritiene che tale Amministratore sia stato eletto dal Consiglio dei Governatori nel corso dell'assemblea inaugurale, ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 26 del presente Statuto.

Sezione B (ii): Elezione degli Amministratori da parte dei Governatori che rappresentano i paesi elencati nell'allegato A come altri paesi europei (in seguito indicati come Governatori della sezione B (ii))

1. Le clausole disposte nella presente sezione si applicano esclusivamente alla presente sezione.

2. I candidati per l'incarico di Amministratore sono proposti dai Governatori della sezione B (ii), potendo ogni Governatore proporre soltanto un candidato. L'elezione degli Amministratori da parte dei Governatori della sezione B (ii) avviene tramite scrutinio.

3. Ogni Governatore avente diritto a votare assegna ad un candidato tutti i voti di cui il membro che lo ha nominato dispone ai sensi dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 29 del presente Statuto.

4. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, i quattro (4) candidati che hanno ricevuto il più alto numero di voti sono eletti Amministratori;

tuttavia nessun candidato è considerato eletto se ha ottenuto meno del venti e mezzo (20,5) per cento del totale dei voti che possono essere assegnati nella sezione B (ii).

5. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se non tutti i quattro (4) Amministratori sono eletti al primo scrutinio, si procede ad un secondo scrutinio in cui, a meno che non ci siano più di quattro (4) candidati, il candidato che aveva ottenuto il minor numero di voti nel primo scrutinio è ineleggibile, e in cui possono votare solamente:

a) quei Governatori che hanno votato nel primo scrutinio per un candidato non eletto; e

b) quei Governatori i cui voti per un candidato eletto si ritiene a norma dei paragrafi 6 e 7 della presente sezione abbiano aumentato i voti dati a quel candidato oltre il ventuno e mezzo (21,5) per cento dei voti eleggibili.

6. Nel determinare se i voti dati da un Governatore abbiano aumentato il totale ricevuto da un candidato oltre il ventuno e mezzo (21,5) per cento dei voti eleggibili, si ritiene che il ventuno e mezzo (21,5) per cento includa innanzitutto i voti del Governatore che ha assegnato il maggior numero di voti a quel candidato, quindi i voti del Governatore che abbia assegnato il successivo maggior numero di voti e così via, fino a quando non viene raggiunto il ventuno e mezzo (21,5) per cento.

7. Si ritiene che ogni Governatore, la cui parte dei voti deve essere calcolata allo scopo di aumentare il totale dei voti dati ad un candidato oltre il venti e mezzo (20,5) per cento, abbia dato tutti i suoi voti a tale candidato, anche se in tal modo i voti complessivi per tale candidato superano il ventuno e mezzo (21,5) per cento. Tale Governatore non può votare in un successivo scrutinio.

8. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se, dopo il secondo scrutinio non tutti i quattro (4) Amministratori sono eletti, si tengono ulteriori scrutini in conformità con i principi e le procedure stabiliti nella presente sezione, fino a quando non sono stati eletti quattro (4) Amministratori; tuttavia se ad un certo punto tre (3) Amministratori risultano eletti, malgrado le disposizioni del paragrafo 4 della presente sezione, il quarto può essere eletto a maggioranza semplice dei voti restanti.

9. In caso di aumento o diminuzione del numero di Amministratori che devono essere eletti dai Governatori della sezione B (ii), le percentuali minime e massime specificate nei paragrafi 4, 5, 6 e 7 della presente sezione devono essere adeguate dal Consiglio dei Governatori.

10. Fintanto che un Firmatario o un gruppo di Firmatari, la cui quota del capitale totale sottoscritto stabilita nell'allegato A del presente Statuto sia maggiore del due virgola otto (2,8) per cento, non abbia depositato il proprio atto di ratifica, approvazione o accettazione, non si procede all'elezione di un Amministratore per ognuno di tali Firmatari o gruppi di Firmatari. Il Governatore o i Governatori che rappresentano tale Firmatario o gruppo di Firmatari elegge un Amministratore per ogni Firmatario o gruppo di Firmatari, immediatamente dopo che il Firmatario o il gruppo di Firmatari siano diventati membri. Qualora l'elezione abbia luogo mentre il primo Consiglio di Amministrazione è in carica, si ritiene che tale Amministratore sia stato eletto dal Consiglio dei Governatori nel corso dell'assemblea inaugurale, ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 26 del presente Statuto.

Sezione B (iii): Elezione degli Amministratori da parte dei Governatori che rappresentano i paesi elencati nell'allegato A come paesi non europei (in seguito indicati come Governatori della sezione B (iii))

1. Le clausole disposte nella presente sezione si applicano esclusivamente alla presente sezione.

2. I candidati per l'incarico di Amministratore sono proposti dai Governatori della sezione B (iii), potendo ogni Governatore proporre soltanto un candidato. L'elezione degli Amministratori da parte dei Governatori della sezione B (iii) avviene tramite scrutinio.

3. Ogni Governatore avente diritto a votare assegna ad un candidato tutti i voti di cui il membro che lo ha nominato dispone ai sensi dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 29 del presente Statuto.

4. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, i quattor (4) candidati che hanno ricevuto il più alto numero di voti sono eletti Amministratori; tuttavia nessun candidato è considerato eletto se ha ottenuto meno dell'otto (8) per cento del totale dei voti che possono essere assegnati nella sezione B (iii).

5. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se non tutti i quattro (4) Amministratori sono eletti al primo scrutinio, si procede ad un secondo scrutinio in cui, a meno che non ci siano più di quattro (4) candidati, il candidato che aveva ottenuto il minor numero di voti nel primo scrutinio è ineleggibile, e in cui possono votare solamente:

a) quei Governatori che hanno votato nel primo scrutinio per un candidato non eletto; e

b) quei Governatori i cui voti per un candidato eletto si ritiene a norma dei paragrafi 6 e 7 della presente sezione abbiano aumentato i voti dati a quel candidato oltre il nove (9) per cento dei voti eleggibili.

6. Nel determinare se i voti dati da un Governatore abbiano aumentato il totale ricevuto da un candidato oltre il nove (9) per cento dei voti eleggibili, si ritiene che il nove (9) per cento includa innanzitutto i voti del Governatore che ha assegnato il maggior numero di voti a quel candidato, quindi i voti del Governatore che abbia assegnato il successivo maggior numero di voti e così via, fino a quando non viene raggiunto il nove (9) per cento.

7. Si ritiene che ogni Governatore, la cui parte dei voti deve essere calcolata allo scopo di aumentare il totale dei voti dati ad un candidato oltre l'otto (8) per cento, abbia dato tutti i suoi voti a tale candidato, anche se in tal modo i voti complessivi per tale candidato superano il nove (9) per cento. Tale Governatore non può votare in un successivo scrutinio.

8. Fatto salvo quanto stabilito dal paragrafo 10 della presente sezione, se, dopo il secondo scrutinio non tutti i quattro (4) Amministratori sono eletti, si tengono ulteriori scrutini in conformità con i principi e le procedure stabiliti nella presente sezione, fino a quando non sono stati eletti quattro (4) Amministratori; tuttavia se ad un certo punto tre (3) Amministratori risultano eletti, malgrado le disposizioni del paragrafo 4 della presente sezione, il quarto può essere eletto a maggioranza semplice dei voti restanti.

9. In caso di aumento o diminuzione del numero di Amministratori che devono essere eletti dai Governatori della sezione B (iii), le percentuali minime e massime specificate nei paragrafi 4, 5, 6 e 7 della presente sezione devono essere adeguate dal Consiglio dei Governatori.

10. Fintanto che un Firmatario o un gruppo di Firmatari, la cui quota del capitale totale sottoscritto stabilita nell'allegato A del presente Statuto sia maggiore del cinque (5) per cento, non abbia depositato il proprio atto di ratifica, approvazione o accettazione, non si procede all'elezione di un Amministratore per ognuno di tali Firmatari o gruppi di Firmatari. Il Governatore o i Governatori che rappresentano tale Firmatario o gruppo di Firmatari elegge un Amministratore per ogni Firmatario o gruppo di Firmatari, immediatamente dopo che il Firmatario o il gruppo di Firmatari siano diventati membri. Qualora l'elezione abbia luogo mentre il primo Consiglio di Amministrazione è in carica, si ritiene che tale Amministratore sia stato eletto dal Consiglio dei Governatori nel corso dell'assemblea inaugurale, ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 26 del presente Statuto.

Sezione C: Disposizioni per l'elezione degli Amministratori che rappresentano i paesi non elencati nell'allegato A del presente Statuto.

Se il Consiglio dei Governatori decide, ai sensi del paragrafo 3 dell'Articolo 26 del presente Statuto, di aumentare o diminuire la dimensione del Consiglio di Amministrazione, o rivederne la composizione, per tener conto dei cambiamenti nel numero dei membri della Banca, il Consiglio dei Governatori deve considerare innanzitutto se sono necessari degli emendamenti al presente allegato e, come parte di tale decisione, può fare gli emendamenti che ritiene necessari.

Sezione D: Assegnazione dei voti.

Ogni Governatore che non partecipa alla votazione o il cui voto non contribuisce all'elezione di un Amministratore a norma della sezioné A, della sezione B (i), della sezione B (ii) o della sezione B(iii) del presente allegato può assegnare i voti ai quali ha diritto ad un Amministratore già eletto, purchè abbia preventivamente ottenuto il consenso di tutti i Governatori che hanno eletto queel'amministratore. La decisione da parte di un Governatore di non partecipare alla elezione di un Amministratore non incide nel calcolo dei voti eleggibii che viene effettuato secondo quanto stabilito nella sezione A, sezione B (i), sezione B (ii) o sezione B (iii) del presente allegato.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2446):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (De Michelis) il 27 settembre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 29 ottobre 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 10ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 21 novembre 1990.

Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 1990.

Camera dei deputati (atto n. 5275):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 6 dicembre 1990, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, XI e della Commissione speciale per le politiche comunitarie.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio 1991.

Esaminato in aula e approvato il 5 febbraio 1991.

91G0079

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

Francesco Nocita, *redattore*
Alfonso Andriani, *vice redattore*

(3651326) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.